



المملكة المغربية
رئيس الحكومة
+oXIIAξ+ I IICTYOSΘ
oIooξXII I +IθoE+
Royaume du Maroc
Le Chef du Gouvernement



المركز الوطني للتنمية البشرية
oOoEoX oIoC:o I +XCξ +oIIXoI+
Observatoire National
du Développement Humain

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2020

« ÊTRE JEUNE AU MAROC DE NOS JOURS »

RÉSUMÉ EXÉCUTIF





المملكة المغربية
رئيس الحكومة
ⵜⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵏ ⵏⴰⴳⴷⴰⵏⵜ
ⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵏ ⵏⴰⴳⴷⴰⵏⵜ
Royaume du Maroc
Le Chef du Gouvernement



المركز الوطني للتنمية البشرية
ⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵏ ⵏⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵏ ⵏⴰⴳⴷⴰⵏⵜ
Observatoire National
du Développement Humain

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2020

« ÊTRE JEUNE AU MAROC DE NOS JOURS »

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Dépôt Légal : 2021MO4047
ISBN : 978-9954-604-56-4

Tables des Matières

Introduction	4
Éléments du contexte économique, social et institutionnel	5
1- Situation en 2019 et évolution du développement humain du Maroc entre 2012 et 2019	7
1.1. Disparités sociales et régionales de développement humain	7
1.2. Evolution de la qualité du développement humain	8
1.3. Perspectives du développement humain au Maroc	9
1.4. La précarisation sociale : la plus lourde menace pesant sur le développement humain du Royaume	10
2- Les jeunes : un potentiel à mobiliser pour rattraper le retard de développement humain	10
2.1. Les jeunes au Maroc : des profils très hétérogènes	11
2.2. Les jeunes : un public en difficulté d'insertion	12
2.3. Des programmes de formation et d'emploi aux performances limitées	12
2.4. Une jeunesse qui, malgré tout, cherche à maîtriser son destin	14
2.5. Des pratiques sociales et culturelles fonction du milieu social d'appartenance	14
2.6. Une confiance limitée dans les institutions politiques	15
2.7. Les attentes des jeunes : une forte aspiration à l'autonomie	16
2.8. Les politiques publiques de jeunesse : un déficit de cohérence et d'efficacité	16
2.9. Des dispositifs faiblement articulés et manquant de coordination	17
3- Des propositions de réajustement des politiques publiques	17
Conclusion	20

Introduction

Le dernier Rapport national sur le développement humain (ONDH, 2017) a mis en exergue le saut, quantitatif et qualitatif, jamais observé par le Maroc sur le registre du développement humain depuis le début des années 90 et ce, en dépit de pertes en développement induites par les inégalités sociales et les disparités territoriales.

Cette dynamique s'est poursuivie au cours de la période 2012-20, à la faveur des avancées incontestables que le Maroc a réalisées, tant sur le plan économique et social, que celui des libertés individuelles et des droits civiques et politiques. Néanmoins, en dépit des investissements consentis, l'amélioration du développement humain du Maroc semble marquer le pas.

Cette décélération devrait davantage se faire sentir en 2020. En effet, la crise sanitaire liée à la propagation du coronavirus, qui impacte simultanément les trois domaines fondamentaux du développement humain, devrait conduire au recul de l'IDH au Maroc, comme ailleurs dans le monde.

Dans ce contexte inédit, les failles du modèle de développement du Maroc ont en effet été davantage amplifiées, mettant en évidence la nécessité d'améliorer les systèmes et services sociaux (éducation, santé) et de renforcer les mécanismes de protection sociale. L'adoption de politiques macroéconomiques cohérentes, basées sur l'équité, serait aussi de nature à renforcer la résilience collective, redonner confiance et accroître la cohésion sociale.

Ainsi, le présent rapport se propose de revisiter les priorités sociales et économiques du Maroc à la lumière de ce double choc sanitaire et économique et d'identifier les freins à son développement futur. C'est l'objet de la première partie de ce rapport sur le développement humain du Royaume qui est, en fait, consacrée à l'analyse des dynamiques nationales, régionales et catégorielles qu'a connues notre pays entre 2012 et 2020, tout en consacrant un focus sur l'aggravation de la précarité sociale liées aux conséquences de la crise sanitaire. Comme en 2017, l'évaluation du développement humain se fera selon deux approches, celle adoptée par le PNUD et celle développée par l'ONDH qui prend en considération d'autres dimensions du développement humain, importantes eu égard au contexte national.

La crise actuelle ne manquera pas d'affecter sérieusement les générations montantes, objet du présent rapport à l'adresse desquelles la seconde partie du présent rapport est entièrement consacrée.

Éléments du contexte économique, social et institutionnel

Au cours des vingt dernières années, le Maroc a fait du bien-être de sa population l'objectif essentiel de ses politiques économiques et du renforcement de son économie, un moyen stratégique pour réaliser cet objectif, alors même que notre pays entame sa phase d'aubaine démographique.

Marquée par une part relativement élevée des personnes en âge d'activité et notamment des 18-29 ans, cette phase est appelée à se refermer en 2038, ce qui signifie que pour se saisir de cette fenêtre d'opportunité, des défis réels touchant à l'amélioration de l'offre éducative et sanitaire, à la création conséquente d'emplois de qualité et à l'amélioration des niveaux de vie doivent être relevés. Déjà, dans un contexte d'urbanisation accélérée alimentée par l'exode soutenu des jeunes ruraux vers les villes, les infrastructures sociales et les demandes d'emploi font l'objet d'une pression croissante, ce qui se traduit par un ralentissement de la progression des indicateurs clefs de la qualité du développement humain et une aggravation de la précarité de l'emploi.

Or, le régime de croissance de l'économie nationale affiche depuis 2012 certains signes d'essoufflement. La croissance du PIB s'est en effet établie à une moyenne annuelle de 3,2% sur la période 2015-2019, ce qui reste insuffisant pour réduire de façon durable le taux de chômage et en particulier celui des jeunes.

Le Maroc a pourtant initié un vaste chantier de réformes structurelles destinées à mettre son système productif, logistique et financier au niveau de compétitivité qu'exige l'accélération de son ouverture sur l'économie internationale. La conduite d'une politique volontariste d'investissement dans de grands projets structurants a ainsi permis de porter le taux annuel moyen d'investissement du Royaume à 34% de son PIB depuis le milieu des années 2000. Néanmoins, ses retombées en termes de croissance économique, de création d'emplois et de hausse de la productivité sont restées assez modestes.

Une autre source de fragilité de l'économie marocaine tient à sa mauvaise répartition territoriale, avec seulement quatre régions sur douze (Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Marrakech-Safi et Fès-Meknès) qui concentrent l'essentiel du tissu productif et des populations qualifiées, réalisant à elles seules, plus de 60% du PIB national. Les ressorts de la croissance font ainsi défaut dans les huit autres régions du Royaume, ce qui affecte non seulement leurs perspectives de développement, mais aussi sur celle du pays dans son ensemble.

La récente réforme des CRI et l'adoption de la Charte de la déconcentration administrative induisent des changements importants dans l'organisation des territoires. Ces changements constitueraient des prérequis de taille pour non seulement accompagner la mise en œuvre réussie de la régionalisation avancée, mais également pour résorber les multiples entraves qui s'opposent à un développement régional harmonieux. Ce faisant, le Maroc pourrait mobiliser à bon escient les multiples potentialités de ses territoires et en faire autant un vecteur de cohésion sociale qu'un puissant levier de compétitivité structurelle de son économie.

Pour autant, malgré le caractère erratique de sa croissance économique, le Maroc a témoigné d'un réel dynamisme social. Prenant appui sur les principes de l'INDH, il a œuvré à renforcer et perfectionner les divers programmes d'appui destinés aux couches les plus vulnérables de sa population, à lancer le chantier du RSU, à diversifier les mécanismes de soutien aux catégories vulnérables, à élargir la couverture médicale et à développer le système d'indemnisation pour perte d'emploi.

Ainsi, les formes multidimensionnelle et absolue de la pauvreté y ont été significativement réduites, voire éradiquées dans le milieu urbain. Néanmoins, des faiblesses demeurent. La crise sanitaire a d'ailleurs contribué à les révéler au grand jour.

En effet, le Maroc se caractérise encore par des inégalités élevées, notamment en ce qui concerne celles relatives au capital humain, et par une accentuation de la perception de la pauvreté subjective et de l'insécurité matérielle auprès d'une large fraction de la population.

L'absence d'opportunités d'emploi et l'inadéquation des compétences offertes avec les besoins du marché du travail se traduisent par une incidence élevée du chômage, notamment des jeunes dont un grand nombre se trouve ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET), totalement exclus de toute vie sociale. Diverses politiques d'emploi et de formation ont été pourtant mises en œuvre dans ce sens. Elles gagneraient à être révisées, en leur imprimant qualité, gouvernance et efficacité, afin de garantir la cohésion sociale du pays.

Enfin, une fois la pandémie passée, l'urgence sera d'améliorer le système de protection sociale existant, de manière à rendre le Maroc plus résilients aux impacts sociaux des chocs futurs. Un nouveau chantier a été initié dans ce sens par Sa Majesté le Roi dont l'une des clés de succès passe par la refondation des liens de solidarité et d'équité entre les générations. Plus que jamais, au Maroc, la question des jeunes ne peut plus attendre.

1- Situation en 2019 et évolution du développement humain du Maroc entre 2012 et 2019

En 2019, le Maroc affichait un IDH de 0,682. Les indices de la longévité et du niveau de vie y ont contribué à hauteur de 43% et de 31%, alors que celui du niveau d'instruction y a participé à 26%, freiné par la faiblesse de la durée moyenne d'éducation des générations nées avant 1990.

En 2019, l'IDHN du Maroc s'est établi à 0,723. Les dimensions constituant l'IDH n'y ont contribué qu'à hauteur de 49,3%, le reste étant le fait du bien-être subjectif, du cadre de vie, de la cohésion sociale et de la sécurité humaine. Selon cette approche, l'éducation, la cohésion sociale et la sécurité humaine sont les dimensions qui freinent le développement humain du Maroc.

Entre 2012 et 2019, le rythme de progression de l'IDH du Maroc a ralenti, passant de 1,6% entre 2012 et 2013 à 0,5% entre 2017 et 2019, ce qui a atténué ses chances de rejoindre le groupe de pays à développement humain élevé.

Mais, mesurée par la variation de l'IDHN entre 2012 et 2019, la croissance du développement humain a été de 2,3% l'an. Elle résulte d'un double mouvement de croissance, celui des dimensions matérielles du développement (2,5%) et celui du bien-être subjectif (1,8%). Autrement dit, les transformations économiques et sociales que le Maroc a connues au cours de ces vingt dernières années et leur perception par la population sont à l'origine de la progression du développement humain au Maroc. Ces évolutions font ressortir les effets des politiques publiques récemment mises en œuvre par le pays, notamment en matière de lutte contre la pauvreté monétaire et multidimensionnelle, de couverture médicale, de lutte contre l'habitat insalubre et d'amélioration de l'accès aux services et aux équipements de base.

1.1. Disparités sociales et régionales de développement humain

Le niveau de développement humain varie aussi en fonction du milieu de résidence et des régions. En 2019, la valeur de l'IDH des zones urbaines est de 0,732 contre 0,583 pour le milieu rural. De plus, quel que soit la mesure adoptée, les régions les plus développées du Royaume sont celles du Sud, de Rabat-Salé-Kenitra, de Casablanca-Settat et, dans une moindre mesure, de l'Oriental. En revanche, celles qui sont les moins développées sont les régions de Beni Mellal-Khénifra et de Marrakech-Safi. Ces dernières se caractérisent par un faible PIB par habitant, ce qui pose la question de leur rattrapage économique.

Des écarts de genre sont également relevés. En 2019, l'IDH est plus élevé pour les hommes (0,717) que pour les femmes (0,623). De la sorte, les hommes ont atteint un niveau de développement comparable à celui du groupe des pays à développement humain élevé, au moment où les femmes ont un niveau de développement proche de celui des pays à développement humain moyen. Autrement dit, si l'IDH des femmes était comparable à celui des hommes, le Maroc aurait été classé parmi les pays à développement humain élevé.

De plus, les inégalités de genre sont non seulement élevées, mais résistantes à la baisse dans un contexte où elles sont également entretenues par des inégalités entre les femmes (cf. Etude sur les discriminations intersectionnelles des femmes au Maroc, ONDH, 2020). Ceci étant, l'indice de développement de genre (IDG) s'établit à 0,835 en 2019, ce qui classe le Maroc parmi les pays où les inégalités de genre sont les plus marquées.

En 2019, la perte de développement humain due aux inégalités sociales s'est élevée à 25,2% dans notre pays. Cette perte de développement humain est imputable aux inégalités d'éducation à hauteur de 40,7%, de niveau de vie (19,4%) et de santé (12,3%). Elle affecte surtout les régions du Royaume à faible développement humain, comme Béni Mellal-Khénifra, Marrakech-Safi et Souss-Massa qui affichent chacune des pertes dues aux inégalités de respectivement 26,5%, 25,4% et 24,9%.

Néanmoins, le Maroc a connu une baisse tendancielle de l'inégalité humaine entre 2012 et 2019, passant de 29,7% à 24,1%.

1.2. Evolution de la qualité du développement humain

Bien que son IDH affiche, entre 2012 et 2019, une progression relativement modeste, le Maroc a enregistré une amélioration globale de la qualité du niveau de vie de ces habitants. Durant cette période, la consommation par tête s'y est améliorée et a entraîné un recul de la pauvreté et de la vulnérabilité à la pauvreté à un rythme plus rapide que celui autorisant l'atteinte des ODD en 2030. De plus, l'accès aux équipements sociaux de base s'y est élargi dans des proportions supérieures à celles observées dans le groupe de pays à développement humain moyen.

Pour ce qui est de la santé, les dépenses y afférentes ont légèrement augmenté entre 2000 et 2018, passées de 4,2% en 2000 du PIB à 5,5 % du PIB en 2018. La part des dépenses du ministère de la Santé dans le budget général de l'État a également progressé de 4% à 7,7% entre 2000 et 2018, mais reste en deçà du taux de 9% recommandé par l'OMS.

Dans ces conditions, l'offre de soins au Maroc reste encore insuffisante, tant sur le plan des ressources humaines que des infrastructures de santé. S'ajoute à cela, son inégale répartition sur le territoire national, ce qui est susceptible d'affecter l'organisation de la filière de soins. A ce propos, une évaluation réalisée par l'ONDH (2017) a révélé que la généralisation du RAMED a mis à rude épreuve le système public de soins. Celle-ci ne s'est pas accompagnée d'une mise à niveau du secteur hospitalier public, induisant ainsi une pression sur la qualité des soins, et sur la charge de travail du personnel hospitalier avec une dégradation de la situation de la médecine publique.

De plus, malgré l'amélioration de la couverture médicale, les patients sont appelés majoritairement à financer le système de soins, principalement par des paiements directs, ce qui en soi est un facteur d'inégalité important, puisque les ménages les plus contraints financièrement risquent de ne pas avoir accès aux soins.

Le faible niveau d'éducation est au cœur des défis du développement au Maroc. Malgré les avancées indéniables réalisées pour généraliser l'accès à l'enseignement primaire, l'accès à la scolarisation dans les autres cycles d'enseignement reste particulièrement limité.

Chaque année, des milliers d'élèves quittent le système éducatif avant même l'achèvement des cycles de l'enseignement obligatoire (primaire et secondaire collégial). En l'occurrence, en 2018, 431.876 élèves ont abandonné les cycles de l'enseignement scolaire public sans obtenir aucune certification, dont 78% l'ont été aux cycles primaire et collégial (CSEFRS, 2019).

L'abandon scolaire, non seulement élevé, affecte surtout les ruraux, malgré la mise en place d'un important dispositif d'appui social (bourse, cantine, internat, dar attalib, transport, distribution de cartables) à leur profit.

Ainsi, en 2018, au niveau de l'enseignement primaire, le taux d'abandon enregistré en milieu rural atteignait 4,8%, contre 2,2% en milieu urbain. Pire encore, le taux d'abandon en 6ème année primaire

dans le milieu rural est parmi les plus élevés dans ce cycle (18,1%), comparativement à ce même taux dans le milieu urbain (5,9%).

Dans le secondaire collégial, l'abandon scolaire a touché 16,8% des élèves ruraux en 2018, contre 12,9% dans le milieu urbain. Il a surtout concerné les classes terminales selon le CSEFRS (22,7% contre 17,7% en milieu urbain).

En parallèle, le niveau de formation des élèves marocains reste insuffisant. Les scores issus des tests internationaux TIMSS et PIRLS confirment leur retard dans l'acquisition des connaissances de base. D'autres évaluations, nationales cette fois-ci, ont fait ressortir l'existence d'écart notable en matière de prestations de services éducatifs dispensés dans les écoles primaires. Ainsi, l'étude IPSE (ONDH) met en évidence l'existence d'importantes inégalités scolaires d'origine territoriale de nature à justifier la faiblesse des rendements scolaires dans les espaces défavorisés du pays.

Par ailleurs, si les efforts entrepris par le Maroc dans les domaines cibles des investissements sociaux ont permis d'améliorer la qualité de son développement humain, il n'en demeure pas moins que les investissements réalisés n'ont pas encore eu d'effet sur la croissance des revenus de la population. Le RNB par habitant n'a cessé de baisser, accentuant ainsi son écart avec celui des pays à développement humain élevé. Le développement social du pays peine à générer une croissance économique suffisante, plus inclusive et durable.

1.3. Perspectives du développement humain au Maroc

Comme le reste du Monde, le Maroc est touché par la crise du COVID-19. En 2020, son activité économique a enregistré un net repli, frappant les franges de sa population la moins protégée, dont une grande partie a été touchée par le chômage. Ainsi, entre les troisièmes trimestres de 2019 et de 2020, l'économie nationale a perdu, selon le HCP, 237 000 postes en milieu urbain et 344 000 en milieu rural, soit 581.000 postes d'emploi. Le taux de chômage est alors passé, en une année, de 9,4% à 12,7%.

Face à cette situation, la réaction de l'État a été vigoureuse et un Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus a été déployé dès avril 2020. Des aides ont ainsi pu être mobilisées au profit des ménages en situation de précarité sociale et aux entreprises en difficulté, permettant de renforcer la résilience économique et sociale du pays. C'est ainsi qu'à fin mai 2020, 40% de ceux ayant perdu leur emploi avaient reçu une aide directe ou indirecte de l'État.

De la sorte, les effets de la crise sanitaire sur le développement humain sont d'abord essentiellement attribués à la variation du revenu national brut par habitant, les autres indicateurs de santé et d'éducation entrant dans la mesure du calcul de l'IDH n'affichant, à court terme, que de faibles variations.

Sur le plan sanitaire, ces effets seront la traduction de l'évolution du comportement des Marocains suite au confinement, ce dernier ayant lourdement entravé l'accès des malades chroniques aux services de soins, des enfants à la vaccination et des femmes enceintes aux visites natales et postnatales. En effet, 36% des ménages ayant des enfants à vacciner ont dû renoncer aux services de vaccination (43% en milieu rural et 31% en milieu urbain). 30% des ménages éligibles aux services de consultations prénatales et postnatales ont dû renoncer à ces services, selon l'enquête réalisée par le HCP en avril 2020 sur les effets de la crise sur les ménages. Face au risque de contamination, près d'un ménage sur six a reporté les soins dont ont besoin les personnes présentant une maladie chronique ou une pathologie aiguë.

Les effets de la crise sur la dimension éducative seront également importants. La fermeture, même temporaire, des établissements scolaires, et l'adoption, dans la précipitation, de l'enseignement à distance, ne manqueront pas d'accentuer les inégalités scolaires, au risque de parfois sceller l'avenir des plus jeunes, en particulier les enfants ruraux issus de ménages pauvres, qui avaient déjà de faibles niveaux de compétences. Il ressort en effet de l'enquête du HCP qu'entre les 14 et 23 avril 2020, 48% des ménages ont participé au télé-enseignement en ce qui concerne le primaire et 69% pour ce qui a trait au secondaire. 60% des ménages ont manifesté leur insatisfaction, essentiellement au motif du manque d'interactivité avec le corps enseignant et de l'insuffisance des supports numériques nécessaires (matériel informatique, connexion, etc.). Des décrochages scolaires devront donc être anticipés. Au total, les effets de la crise sanitaire sur le développement humain seront importants et devront s'étaler sur plusieurs années. L'inégalité humaine devrait se traduire par une perte substantielle de développement humain, ce qui rend nécessaire la généralisation de la protection sociale. Celle-ci s'avère désormais nécessaire pour lutter contre la précarisation des conditions de vie, de travail et d'emploi d'une large fraction de la population marocaine.

1.4. La précarisation sociale : la plus lourde menace pesant sur le développement humain du Royaume

Selon l'ONDH, la précarité sociale concerne 32,3% des actifs occupés à l'échelle nationale (27,8% dans le milieu urbain et 40,6% dans le milieu rural). Elle est due, à hauteur de 88,5%, à la précarité de l'emploi. Lesdits actifs sont les plus vulnérables à l'appauvrissement et aux maladies, ne bénéficiant pas de filets de protection sociale et des systèmes de soutien nécessaires s'ils perdent leurs moyens de subsistance.

L'incidence de la précarité sociale est particulièrement élevée dans les régions à faible IDH, en l'occurrence l'Oriental, le Darâa-Tafilalet, Marrakech-Safi et Ben-Mellal-Khénifra. Dans cette dernière région, la précarité sociale affecte 49,7% des actifs occupés, ce qui montre que les pertes de développement humain sont fortement corrélées à la précarité de l'emploi.

La précarité sociale affecte l'ensemble des classes sociales. Ainsi, si elle touche surtout les ménages relevant du premier quintile de la distribution des dépenses des ménages (63,3%), elle concerne également 17% des ménages les plus aisés.

Près de 40% des jeunes actifs occupés de 15-29 ans sont affectés par la précarité sociale. Son incidence diminue à mesure que s'élève le niveau scolaire des actifs occupés. Elle est plus que 2,5 fois plus élevée parmi les actifs occupés n'ayant jamais été à l'école ou à peine scolarisés dans le primaire, que ceux ayant un niveau d'études supérieures.

Parmi les statuts socioprofessionnels les plus affectés par la précarité sociale, figurent surtout les domestiques (82,7%), suivis des salariés (40,7%) et des employeurs (5,1%).

2- Les jeunes : un potentiel à mobiliser pour rattraper le retard de développement humain

L'IDH des 15-29 ans est supérieur de 18,9% à celui des 30-45 ans et représente le double de celui des plus de 60 ans. Ces écarts sont imputables aux différences intergénérationnelles existantes en termes de revenu, d'espérance de vie et de niveau d'instruction.

Comme prévu, le niveau de vie des jeunes de 15-29 ans est généralement faible du fait des importantes difficultés qu'ils rencontrent pour trouver un emploi et, lorsqu'ils en occupent, ce sont souvent des

emplois précaires. Ainsi, le revenu disponible moyen des 15-29 ans s'établit à 78,8% du revenu national moyen, contre 98% pour les 30-44 ans et 119,2% pour les 45-59 ans.

En matière d'instruction, le nombre moyen d'années de scolarité des 15-29 ans s'élève à 9,1 années, contre 2,6 années pour les plus de 60 ans. Il correspond à 1,7 fois la moyenne nationale et est supérieur à celui des pays à développement humain élevé (8,3 années). L'espérance de vie scolaire des 15-29 ans est 1,5 fois plus élevée que celle des 30-44 ans.

Par rapport à leurs aînées, les 15-29 ans ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de santé et d'éducation. Les jeunes ont ainsi pu cumuler, en peu de temps, un capital humain presque deux fois plus élevé que celui de leurs aînés, ce qui pose la question de la valorisation de cette aubaine démographique à l'aide d'une croissance économique forte et génératrice d'emplois qualifiés.

Mais la crise sanitaire, vu son caractère inédit, ne manquera pas d'affecter la situation des jeunes d'aujourd'hui, ce qui suppose qu'une action publique vigoureuse leur soit adressée, vu l'enjeu social qu'ils représentent.

* * * * *

Les contraintes qui affectent le devenir social des jeunes générations ralentissent le développement humain de l'ensemble du pays. A cet effet, la prise en compte de la situation générale des jeunes ainsi que leurs attentes revêtent désormais une grande importance pour les décideurs publics d'autant plus que les 15-29 ans, avec une population estimée à 8,9 millions de personnes en 2019 selon les données de l'ONDH, représentent la tranche d'âge la plus nombreuse de la population marocaine, avec une part de 25,3% de la population marocaine.

Ces changements structurels ont mécaniquement conduit à une importante progression de la population active occupée, créant un contexte dans lequel les travailleurs ont à supporter un nombre restreint d'inactifs.

Cette aubaine démographique peut avoir d'importantes conséquences microéconomiques et macroéconomiques pour notre pays, mais qui ne pourra se concrétiser que si l'économie génère les emplois nécessaires à ces jeunes, donnant ainsi lieu au renforcement de sa croissance économique. C'est d'ailleurs cette voie que les pays d'Asie ont empruntée avec succès dès les années 70.

2.1. Les jeunes au Maroc : des profils très hétérogènes

Selon les données de l'enquête Panel des ménages, la population des jeunes est autant masculine que féminine et est majoritairement urbaine (61,7%). 80,1% des jeunes sont célibataires, 18,6% d'entre eux mariés, le reste étant soit veufs (0,1%), soit divorcés (1,2%).

Ces jeunes ont des profils sociaux et des parcours très divers. 33,6% d'entre eux sont en formation ou en éducation. Ceux qui fréquentent encore l'école primaire ou le collège n'en constituent que 23,5%, le reste étant soit au lycée (43,1%), soit dans un établissement d'études supérieures (33,4%).

25,1% des jeunes sont des actifs occupés, cumulant neuf années d'études en moyenne, plutôt salariés, forcément peu expérimentés et exposés à la précarité de l'emploi, ce qui fait que leur taux d'accès à l'emprunt est relativement limité (1,4%).

Les autres jeunes ne sont ni en emploi, ni en formation. Ce sont ceux qui sont le plus en difficulté et qui font face à des situations variées. Ainsi, les NEET dits purs comptent pour 26,3% des jeunes. 4,6% d'entre eux ont bénéficié d'un enseignement dans un institut de formation professionnelle. Les NEET

dits purs appartiennent surtout aux ménages pauvres (26,1%, contre 12,6% qui relèvent des ménages les plus aisés).

La dernière strate « Jeunes femmes au foyer » représente 15,0% dans le total des jeunes. Elle est essentiellement formée des jeunes femmes mariées qui ne sont ni actives occupées, ni à la recherche d'un travail. Ces femmes ne s'occupent que des activités ménagères et/ou domestiques non rémunérées. Elles vivent surtout dans les zones rurales des régions à faible développement humain, comme Beni Mellal-Khenifra, Marrakech-Safi et Drâa-Tafilalet. Il s'agit de femmes qui se marient relativement tôt, avec un taux de mariage précoce qui est presque cinq fois plus important que celui des autres jeunes femmes. Ce sont généralement des mamans dont les enfants présentent un risque de mortalité plus élevé de 2,3% comparativement aux autres enfants. En outre, elles cumulent d'importants retards par rapport aux autres jeunes femmes et ce, dès l'école. Ainsi, elles ne sont que 0,8% à être bachelières, contre 7,5% en ce qui concerne les autres jeunes femmes.

Les jeunes sont donc loin de constituer une catégorie homogène de la population. Leurs situations correspondent à des niveaux de ressources également hétérogènes. Mais, en même temps, les jeunes font face à des difficultés communes, comme en matière de santé. Leur santé devrait être considérée comme l'une des priorités majeures compte tenu de la détresse psychologique actuelle.

2.2. Les jeunes : un public en difficulté d'insertion

Au Maroc, les jeunes sont confrontés à de nombreuses difficultés d'insertion sur le marché du travail. Leur taux d'activité n'est que de 42,2% en 2019. Leur taux de chômage est élevé, à 24,9%, à l'instar de leur taux de sous-emploi qui dépasse les 16%. Dans ces conditions, les jeunes, en particulier ceux qui sont en situation de chômage de longue durée ou les nouveaux entrants sur le marché du travail, sont fortement exposés aux différentes formes de précarité. De façon générale, la transition vers la vie active reste lente et concerne également les jeunes diplômés, comme en témoigne le niveau élevé de leur taux de chômage de longue durée (26% en 2019).

Ces difficultés sont davantage concentrées chez les jeunes femmes, avec, en 2019, des taux d'emploi de 9%, de chômage de 35,4% et d'activité de 18,0%, contre respectivement 42%, 22,0% et 65,6% pour les jeunes hommes.

La participation au marché du travail se trouve au cœur des défis de l'emploi des jeunes. De même, la baisse tendancielle de leur taux d'activité doit être considérée avec intérêt dans la mesure où elle pourrait conduire à une perte de création de richesses, une dépréciation du capital humain des jeunes et à une multiplication des comportements à risque, ces derniers étant de nature à fragiliser leur intégration économique et sociale.

Ces difficultés sont davantage accentuées pour les NEET, particulièrement les plus découragés d'entre eux (25%, soit presque 375.000 personnes) sont définitivement éloignés de l'emploi, prêts à rejoindre des contre-sociétés délinquantes.

2.3. Des programmes de formation et d'emploi aux performances limitées

Conscient des risques que cette situation peut avoir sur la cohésion sociale, les pouvoirs publics ont lancé des programmes d'insertion répondant aux besoins spécifiques des jeunes demandeurs d'emploi. Il s'agit de programmes d'appui pour l'accès à l'emploi salarié, de formation-insertion, de promotion de l'auto-emploi ainsi que de l'entrepreneuriat.

Ainsi, les programmes IDMAJ et TAHFIZ, qui se caractérisent par une politique d'abaissement du coût du travail, n'ont eu qu'une portée limitée en termes de création d'emplois pérennes. En l'occurrence, le programme IDMAJ n'a permis qu'à 40% de ses bénéficiaires d'être recrutés, dont 75% de façon durable. Ces programmes méritent d'être poursuivis et améliorés, notamment en veillant à limiter le risque de précarisation de l'emploi que pourrait induire un recours abusif à l'embauche récurrente de stagiaires, aux dépens d'un emploi pérenne et de qualité.

Le programme TAEHIL, qui a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes grâce à l'acquisition de compétences professionnelles, a également obtenu des résultats mitigés. Certes, près de 20.000 jeunes ont pu en bénéficier, avec des taux d'insertion appréciables (80% pour la formation contractualisée pour l'emploi, 100% pour la formation d'adaptation au profit des secteurs émergents de l'économie marocaine et 45% pour la formation qualifiante ou de reconversion). Néanmoins, il reste que ce programme ne couvre pas l'ensemble du territoire national et pâtit des difficultés de mobilité des chercheurs d'emploi ainsi que de l'insuffisance du nombre d'opérateurs de formation pour répondre aux besoins des secteurs émergents.

Parmi ces programmes, seul le programme « Idmaj » qui vise la primo-insertion des jeunes diplômés au chômage a atteint, voire dépassé, ses objectifs. Les résultats du programme « Taehil », destiné à améliorer l'employabilité de 100.000 chercheurs d'emploi entre 2006 et 2012, ont été plus mitigés. Mais ces deux programmes méritent d'être poursuivis et améliorés, notamment en veillant à limiter le risque de précarisation de l'emploi que pourrait induire un recours abusif à l'embauche récurrente de stagiaires, aux dépens d'un emploi pérenne et de qualité, bénéficiant notamment de la protection sociale.

Enfin, le programme MOUKAWALATI, lancé en 2006, a enregistré en 2018 la création de seulement 1351 entreprises (TPE, coopératives et activités individuelles), soit une progression de 4% par rapport à 2017, mais a permis une progression de 67% des emplois directs créés, soit plus de 4500 emplois. Quant au nombre de porteurs de projet accompagnés ou en cours d'accompagnement, durant les cinq dernières années, il est passé de 1202 en 2013 à 2785 en 2018, soit une progression de plus de 18% en moyenne annuelle.

En fait, les performances des politiques de promotion de l'emploi des jeunes dépendent du contexte dans lequel elles sont conçues et exécutées. Leur efficacité peut être appréhendée dans leur capacité à agir à la fois pour accélérer l'employabilité des jeunes demandeurs, et la création d'emplois des entreprises.

S'agissant de celles-ci, pour qu'elles créent plus d'emploi, il faudrait réunir un certain nombre de facteurs, comme une demande soutenue, c'est-à-dire des investissements pour améliorer la compétitivité de l'économie nationale, ou un marché du travail garantissant une certaine « flexibilité », de nature à y faciliter les ruptures conventionnelles. Pour ce qui concerne les jeunes demandeurs, il faudrait renforcer les services d'orientation et d'accompagnement (qui reste insuffisamment territorialisés au Maroc), mais surtout la formation de base. Celle-ci est en effet incontournable.

A ce sujet, selon l'ONDH, en 2019, près de 26% des jeunes diplômés sont confrontés au chômage de longue durée. Ce taux est plus élevé pour les diplômés des établissements à accès ouvert, que pour ceux des filières d'études à accès régulé. En parallèle et selon le Département de la Formation Professionnelle, 67,1% des lauréats de la formation professionnelle ont un emploi neuf mois après l'obtention de leur diplôme. Cet écart met en évidence l'importance de la qualité du système d'éducation comme facteur d'insertion dans l'emploi.

2.4. Une jeunesse qui, malgré tout, cherche à maîtriser son destin

Selon plusieurs études ethnographiques, les jeunes Marocains seraient plutôt satisfaits de leur vie. En 2019, 90% d'entre eux déclarent en être globalement satisfaits lorsqu'ils la comparent à celles de leurs parents, contre seulement 61% en 2011. 90% des jeunes Marocains ont également une perception positive de l'avenir, malgré les difficultés qu'ils ont pour s'y projeter.

La plupart des jeunes Marocains considèrent que l'emploi constitue le facteur le plus important pour se réaliser (Generation What, 2019), quel que soit le statut qu'il procure. Selon l'enquête SAHWA (2016), presque la moitié des jeunes chômeurs considèrent les emplois temporaires comme une opportunité à saisir.

En parallèle, le besoin de mobilité internationale des jeunes est indéniable puisque selon « Arab Barometer » (2019), 7 jeunes Marocains sur 10 sont tentés par l'émigration, ce qui constitue le chiffre le plus élevé de la zone MENA. Selon l'Enquête Nationale du HCP sur la Migration Internationale (2019), cette soif d'émigration s'explique à hauteur de 73,5% par la nécessité de devoir gagner sa vie.

C'est donc une jeunesse plutôt mondialisée à laquelle nous avons à faire. Pour la moitié des jeunes Marocains, la mondialisation représenterait même une opportunité, susceptible de conduire à terme à une profonde transformation de leurs valeurs. En 2019, 68,2% des jeunes Marocains déclaraient pouvoir être heureux sans vivre au Maroc.

L'attachement des Marocains à leur famille est très fort. Selon Arab Barometer (2019), les deux-tiers d'entre eux déclarent ne pas pouvoir être heureux sans famille. Plus que cela, la famille est une valeur importante pour les jeunes Marocains. En conséquence, le mariage est une valeur plébiscitée par 70% d'entre eux, même si pour des raisons économiques, fonder une famille ne figure pas dans leur agenda immédiat.

La perception de la jeunesse marocaine quant à l'égalité des sexes est ambiguë. En effet, si d'après l'enquête Sahwa (2016), 83% des jeunes Marocains sont favorables à l'égalité des chances à l'école, ils le sont nettement moins lorsqu'il s'agit de l'emploi (30%). Cette situation traduit la permanence de représentations et d'attitudes découlant d'une vision traditionnelle de la famille fondée sur la supériorité de l'homme et la répartition sexuelle des rôles.

De même, d'après le PNUD (2016), 93% des jeunes Marocains âgés entre 15 et 24 ans considèrent la religion comme une dimension importante de leur identité. Leur foi religieuse est dictée à partir d'un système de valeurs allant au-delà du référentiel familial ou institutionnel, en lien avec la multiplication des chaînes satellitaires dont certaines tiennent un discours conservateur, relayé par des réseaux sociaux.

Toutefois, cet attachement des jeunes Marocains à la religion est d'ampleur variable. En effet, 8% des jeunes Marocains jugent positivement les courants extrémistes, dont l'organisation État islamique. De même, 17% d'entre eux étaient favorables à l'application de la Charia, selon Arab barometer (2019). Cependant, 86,8% des jeunes Marocains trouvent le terrorisme incompatible avec leur religion. Par ailleurs, selon Generation What, la traduction politique de leur rapport au religieux est de moins en moins tangible en 2019.

2.5. Des pratiques sociales et culturelles fonction du milieu social d'appartenance

Dans les villes, une opposition binaire existe entre les modes de vie des jeunes, selon qu'ils soient socialement bien établis ou, à l'inverse, réduits à la marginalité. Les premiers se distinguent par leur

double accumulation de capital économique et communicationnel, tandis que les seconds ne peuvent mettre en avant que des valeurs de virilité dévaluées, qu'ils trouvent dans les groupes de supporters et des Ultras présents dans toutes les villes, en particulier les grandes. Ces jeunes ne peuvent s'affirmer que par l'agression de toute autorité qui tente de s'imposer à eux. Leurs actes alimentent le sentiment d'insécurité chez les populations, ce qui les stigmatise davantage.

Le souci de se mettre en scène est aussi subordonné à leur capacité de se procurer les attributs statutaires de l'excellence juvénile, comme des vêtements de marque par exemple. Pour eux, l'accès par tous les moyens possibles, même les plus illégaux (deal, vol, etc.), apparaît alors comme un vecteur de réhabilitation économique et symbolique. Il convient alors de souligner la visibilité médiatique et numérique du «tchamila», qui concerne des adolescents et des jeunes qui commettent des actes d'agressions.

Par ailleurs, des espaces de l'économie informelle sont investis par une partie de ces jeunes qui y développent de nouveaux savoir-faire (logiciels, téléphonie, etc.). D'après l'enquête SAHWA (2015), ces jeunes y gagnent leur vie, mais sans caresser de perspectives personnelles et professionnelles claires.

Mais dans les campagnes, se révèlent de nouveaux profils de jeunes qui tranchent avec le stéréotype rural largement admis, qualifié d'attentiste, comptant sur l'État pour améliorer ses conditions de vie et ne prenant jamais d'initiatives.

Des enquêtes récentes témoignent par ailleurs d'un alignement du mode de vie ces jeunes ruraux sur celui de leurs homologues des villes. Cette standardisation des modes de vie ne va pas sans répercussions sur les demandes sociales des jeunes ruraux en termes d'équité et d'égalité, comme en témoignent les mouvements de protestations et de revendications menés par des jeunes dans différentes régions du pays pour l'accès à l'eau potable, à l'irrigation, à la terre, à l'emploi, aux loisirs et à la culture.

Ces jeunes ruraux recherchent de plus en plus leur autonomisation à travers la migration définitive ou saisonnière, nationale ou internationale. Une fois devenus autonomes, ils se saisissent de toutes les opportunités pour monter des projets individuels ou collectifs dans le cadre de programmes de développement tels que le Plan Maroc Vert (PMV) ou l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), s'inscrivant ainsi dans une dynamique locale de développement.

De la sorte, dans les campagnes, de nouvelles élites politiques, le plus souvent issues du mouvement associatif, émergent.

2.6. Une confiance limitée dans les institutions politiques

Selon l'ONDH, en 2017, les jeunes Marocains accordaient peu ou pas de confiance dans les institutions politiques tels que le gouvernement (72,2%), le parlement (73,6%) ou encore les partis politiques (78,3%). Cette désaffection serait consécutive à leur mécontentement dû à leur marginalisation économique. Il s'expliquerait aussi par le faible rôle joué par les médias dans l'incitation des jeunes Marocains à la participation politique et par l'absence de projets politiques qui leur soient destinés.

Cette situation se traduit donc par une faible adhésion des jeunes aux partis politiques. En revanche, les jeunes qui se sont investis dans une association culturelle ou qui comptent le faire est relativement élevé : 32,2 % en ont déjà fait l'expérience, 46,3 % ne l'excluent pas et 19,2 % n'y sont pas intéressés (Generation What 2019). Une tendance identique est observée concernant l'adhésion des jeunes dans les associations sportives ou de proximité, ce qui démontre leur volonté affichée de donner du

sens à leur existence. De là, peuvent alors prendre forme des trajectoires politiques fortes, loin de la rigidité des organisations politiques ou syndicales « traditionnelles » qui empêchent ou ralentissent le renouvellement du leadership (Generation What, 2019).

La faible confiance des jeunes Marocains dans les institutions politiques est également la traduction du développement de leur esprit critique, du fait de leur niveau d'éducation plus élevé et de leur meilleur accès à l'information (Generation What, 2019). A ce propos, les NTIC ont encouragé de nouvelles formes de participation qui conduisent les jeunes à s'identifier à des groupes, réseaux ou communautés de pratique qui transcendent les frontières nationales et les pensées conventionnelles.

La participation des jeunes prend alors des formes alternatives, numériques en l'occurrence. Les médias et les réseaux sociaux fournissent en effet aux jeunes des espaces d'expression de leur mécontentement et de leur frustration afin d'exercer leurs droits à la citoyenneté de manière renouvelée (mouvement du 20 février, mouvement du boycott, du hirak, etc.). Or, l'espace de liberté d'expression qu'offre le numérique fait l'objet de nouvelles réglementations, forcément contraignantes pour ceux qui utilisent les opportunités numériques comme plateformes de critique, d'alerte et d'appel à la mobilisation, évitant d'avoir à payer le « coût » des manifestations publiques, à l'exemple de la campagne du boycott qui a ciblé quelques marques et produits de consommation.

2.7. Les attentes des jeunes : une forte aspiration à l'autonomie

Les jeunes nés dans les années 1990 forment la première génération d'après (première génération du début du 21ème siècle). Contrairement à leurs aînés, ces jeunes aspirent à l'autonomie et portent à l'extrême cette revendication qui a par ailleurs évolué dans un environnement marqué par l'avènement du numérique. Dès lors, de nouveaux canaux de production de valeurs offrent de nouvelles possibilités pour favoriser de nouvelles normes sociales (Generation What 2019). Dans ces conditions, les jeunes Marocains ont tendance à revendiquer d'être les acteurs de leur vie.

Les jeunes ont alors tendance à développer des stratégies alternatives pour ne pas subir l'autorité patriarcale, ce qui les mène dans un processus continu de négociations de nouvelles normes sociales et valeurs afin de pouvoir vivre leurs expériences.

Mais la crise du Covid-19 place davantage les jeunes face à un obstacle inattendu dans leur cheminement vers l'autonomie et l'âge adulte. Il concourt à les ramener dans le giron familial, dont il convient également d'en évaluer le coût psychologique.

2.8. Les politiques publiques de jeunesse : un déficit de cohérence et d'efficacité

La crise du Covid-19 a révélé avec acuité les limites des politiques adressées à la jeunesse. En plus de remettre les questions d'éducation et d'emploi et de protection universelle au cœur des besoins, elle a mis en lumière l'ampleur des inégalités de chances au Maroc.

Ces politiques publiques ont tendance à s'appuyer sur des critères normatifs d'âge et de statut. Elles ne tiennent pas compte de la diversité et de la réversibilité des parcours des jeunes, ce qui conduit à l'exclusion de fait de nombre d'entre eux dès qu'il dépasse l'âge légal de la jeunesse.

Elles se caractérisent aussi par leur fragmentation et leur déficit de convergence, empêchant en conséquence tout un pan de notre société d'être en capacité d'assumer sa propre existence.

Pour améliorer l'efficacité des politiques sectorielles et leur permettre d'atteindre un public désormais hétérogène et différenciée, une stratégie intégrée, pourtant recherchée depuis plus d'une dizaine

d'années, mérite d'être mise en place. Elle impliquerait une approche plus globale, à la fois réparatrice et préventive, transversale, associant l'ensemble des acteurs concernés, et inscrite dans une logique de planification pluriannuelle.

En fait, dans leur cycle de vie, les jeunes sont des ayants droit qui bénéficient de la familialisation des politiques publiques à travers les transferts sociaux. Mais cette familialisation ne couvre qu'une partie des jeunes, celle relevant des familles de salariés formels. Les autres jeunes ne bénéficient alors d'aucun système de protection sociale et dépendent de l'apport direct de la famille dans la couverture de leurs besoins essentiels.

C'est dire le rôle central joué par les familles qui se substituent souvent aux politiques publiques, notamment en matière de logement, de recherche d'emploi et de financement des projets.

Mais au-delà de la majorité légale, les jeunes ne peuvent quasiment pas prétendre à la sécurité sociale en l'absence d'emploi. Autrement dit, seul l'accès à l'emploi réglementaire permet de les placer sous la protection du code du travail, ce qui justifie la tendance au développement de politiques et de stratégies centrés sur l'insertion par l'emploi. D'après les résultats de l'enquête SAHWA (2015), 63% des jeunes ont utilisé les relations personnelles et familiales pour accéder à leur emploi et 61% des jeunes entrepreneurs ont été soutenu financièrement par leurs parents, ce qui traduit un fort déterminisme social et contribue au renforcement des inégalités de chance.

Or, l'accès plein et sans entrave des jeunes aux droits est un élément essentiel de la culture des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. Autrement dit, assurer aux jeunes la pleine jouissance des droits de l'homme et de la dignité humaine, et d'encourager leur engagement à cet égard, devrait être considéré comme l'une des priorités de toute politique de jeunesse.

2.9. Des dispositifs faiblement articulés et manquant de coordination

L'absence de document d'orientation générale servant de référentiel aux politiques publiques à l'adresse des jeunes constitue l'un des chaînons manquants pour une plus grande cohérence des politiques et programmes adressés aux jeunes. La non-prise en compte de la temporalité lorsqu'il s'agit d'établir des priorités dans les politiques qui ciblent les jeunes, notamment un calendrier clair à court, moyen et long terme complique la coordination du déploiement temporel des réformes.

Par ailleurs, les nombreux dispositifs historiques mis en place pour prendre en charge les publics les plus en difficulté se caractérisent par un sous-dimensionnement chronique, à la fois en volume, mais aussi en qualité, ce qui ne permet pas leur réelle insertion économique ou sociale.

3- Des propositions de réajustement des politiques publiques

Pour aborder la jeunesse comme un potentiel à protéger et faire grandir, une énergie à canaliser et une ressource à faire croître, il devient impératif de proposer une offre politique crédible qui, tout en étant en phase avec les nouvelles attentes des jeunes, puisse les réinscrire dans une citoyenneté économique et sociale active et leur redonner confiance en la famille, l'école et les institutions représentatives.

Dans ce cadre, l'ONDH propose des réajustements autour du triptyque suivant :

- La promotion de l'équité entre les jeunes.
- La participation des jeunes à l'élaboration des politiques publiques.
- La territorialisation des politiques publiques adressées aux jeunes.

Ces trois approches seront déclinées à travers des dispositifs valorisant leurs ressources dans tous les domaines d'action qui les concernent et structurent leur vie, à savoir l'éducation, la formation, l'apprentissage, la santé, la protection sociale et la citoyenneté active.

Ces domaines d'action centraux qui renvoient aux dimensions éducation et formation,

Il s'agit donc de :

Renforcer la dotation des jeunes en capacités et compétences

Cela exige l'élévation de leur niveau général de connaissances et de leurs compétences socio-comportementales afin qu'ils puissent s'adapter de manière continue et s'intégrer au monde du travail.

Pour ce faire, l'accélération de l'implémentation de la loi cadre de l'éducation s'impose. Il en est de même s'agissant de la feuille de route de développement de la formation professionnelle présentée devant Sa Majesté le Roi en avril 2019. De même, de meilleures articulations entre enseignement scolaire et formation professionnelle sont à développer.

La mise en place d'un dispositif pour anticiper les besoins en compétence s'avère également indispensable. Il permettrait l'identification des besoins en métiers, en compétences et en formations, et fournirait des informations au niveau stratégique en matière de politiques de formation professionnelle et d'emploi sur l'échelle nationale, régional et sectoriel. Ce système devrait reposer essentiellement sur un dispositif d'observation et de veille prospective sectorielle et territoriale.

Renforcer la prise en charge de la santé des jeunes

Les orientations d'une stratégie rénovée de promotion de la santé des jeunes devraient promouvoir le bien-être physique, mental et social et apporter des réponses préventives et curatives aux jeunes. Il s'agit dans ce cadre de :

- Consolider le plan stratégique national de promotion de la santé mentale des enfants, des adolescents et des jeunes.
- Actualiser le programme national de la promotion de la santé scolaire et universitaire datant de 2011 pour qu'il gagne en efficacité.
- Accélérer la mise en œuvre du plan stratégique national de prévention et de prise en charge des troubles addictifs.

Assurer l'insertion économique des jeunes

L'amélioration des performances en matière d'emploi des jeunes nécessite une combinaison de politiques intégrées qui visent à la fois le développement des services publics d'emploi, l'amélioration de la gouvernance du marché de travail et la promotion d'une croissance riche en emplois qualifiés et décents.

Tout en capitalisant sur l'expérience des programmes de promotion de l'emploi, des pistes d'amélioration sont possibles pour dépasser les insuffisances, d'une part, en tenant compte des facteurs contextuels et, d'autre part, en s'inspirant des bonnes pratiques des pays où ces programmes jouent un rôle important dans la transition des jeunes à l'emploi. La conception des politiques actives d'emploi devra être faite tenant compte de la diversification des profils des jeunes bénéficiaires. Les politiques actives du marché du travail pourraient être développées afin d'inclure les jeunes non qualifiés ou à besoins spécifiques (détenus, personnes en situation d'handicap, migrants/réfugiés, etc.).

Ils devraient viser en premier lieu les jeunes les plus vulnérables, c'est-à-dire les jeunes des zones rurales et ceux de faible niveau de formation (NEET sans emploi, femmes), et ce, par le renforcement des modes de formation par apprentissage et les programmes d'alphabétisation.

Garantir la citoyenneté active et la participation des jeunes à la vie sociale

Il est essentiel que les jeunes et leurs organisations soient mis à contribution en tant que partenaires dans la définition et la mise en œuvre des stratégies que les politiques publiques adoptent pour améliorer l'accès aux droits. Les jeunes doivent participer pleinement au suivi et à l'évaluation des résultats de ces stratégies et politiques publiques.

Garantir une citoyenneté active et une participation démocratique des jeunes dans vie politique et sociale appelle l'établissement de mécanismes pour soutenir la participation significative des jeunes et des organisations de jeunesse à l'élaboration de politiques aux niveaux national et aux échelles territoriales où se définissent et s'effectuent des politiques au plus près des jeunes.

Conclusion

La jeunesse est un nouvel âge de la vie avec les droits qui lui sont rattachés.

Procéder à la consolidation juridique et à l'effectivité des droits de cette catégorie d'âge, au même titre que pour l'enfance, l'âge adulte et la vieillesse fait l'objet d'un consensus de toutes les parties prenantes de la décision et de l'action publiques.

La réalité sociale nous révèle que les jeunes les moins bien formés et/ou dépourvus de soutiens familiaux sont écartés du système de protection sociale, ce qui fait reposer la transition vers l'âge adulte d'abord sur les solidarités familiales et les politiques familiales. Les épisodes de rupture induits par des situations de fin de droit conduisent ces jeunes à la déresponsabilisation économique et sociale.

La prise de conscience récente, suite à la crise du Covid-19, de la situation extrêmement inquiétante des jeunes, soulève la question d'un nouveau modèle de société susceptible de leur fournir un filet de sécurité sociale. Dans ce cadre, les ruptures dans le parcours des jeunes devraient être valorisées autour d'un quadriptyque (éducation-formation, emploi, protection sociale et vie personnelle et citoyenne), permettant de garantir un statut social et une dignité à tous les jeunes.



المملكة المغربية
رئيس الحكومة
ⵜⴰⴷⵓⴷⴰ ⵜⴰⴳⵓⴷⴰⵜ
ⴰⴳⵓⴷⴰⵜ ⵜⴰⴳⵓⴷⴰⵜ
Royaume du Maroc
Le Chef du Gouvernement



المركز الوطني للتنمية البشرية
ⴰⴳⵓⴷⴰⵜ ⵜⴰⴳⵓⴷⴰⵜ ⵜⴰⴳⵓⴷⴰⵜ
The National Observatory
for Human Development

REPORT ON HUMAN DEVELOPMENT 2020

« TO BE YOUNG IN MOROCCO NOWADAYS »

EXECUTIVE SUMMARY



Table of Contents

Introduction	4
Elements of the economic, social and institutional context	5
1- Situation in 2019 and evolution of human development in Morocco between 2012 and 2019	7
1.1. Social and regional disparities in human development	7
1.2. Evolution of the quality of human development	8
1.3. Prospects for human development in Morocco	9
1.4. Social insecurity: the biggest threat to the human development of the Kingdom	10
2- Young people: a potential to be mobilized to promote the human development	10
2.1. Young people in Morocco: very heterogeneous profiles	11
2.2. Young people: a public in difficulty of integration	11
2.3. Limited performance training and employment programs	12
2.4. A youth seeking to master their destiny, despite everything	13
2.5. Social and cultural practices depending on the social environment belonging	14
2.6. Limited trust in political institutions	14
2.7. Young people's expectations: a strong desire for autonomy	15
2.8. Public youth policies: a lack of coherence and efficiency	15
2.9. Weakly articulated and uncoordinated systems	16
3- Public policy readjustment proposals	17
Conclusion	19

Introduction

The last National Report on Human Development (NOHD, 2017) highlighted the leap, both quantitative and qualitative, never observed by Morocco in the human development register since the beginning of the 1990s, despite losses in development. induced by social inequalities and territorial disparities.

This dynamic continued during the period 2012-20, thanks to the indisputable progress that Morocco has made, both economically and socially, as well as that of individual freedoms and civil and political rights. Nevertheless, despite the investments made, the improvement in human development in Morocco seems to be stalling.

This deceleration should be felt more in 2020. Indeed, the health crisis linked to the spread of the coronavirus, which simultaneously impacts the three fundamental areas of human development, should lead to a decline in the HDI in Morocco, as elsewhere in the world.

In this unprecedented context, the flaws in Morocco's development model have indeed been further amplified, highlighting the need to improve social systems and services (education, health) and to strengthen social protection mechanisms. The adoption of coherent macroeconomic policies, based on equity, would also be likely to strengthen collective resilience, restore confidence and increase social cohesion.

Thus, this report proposes to revisit Morocco's social and economic priorities in the light of this dual health and economic shock and to identify the obstacles to its future development. This is the subject of the first part of this report on the human development of the Kingdom which is, in fact, devoted to the analysis of the national, regional and categorical dynamics that our country experienced between 2012 and 2020, while focusing on the aggravation of social precariousness linked to the consequences of the health crisis. As in 2017, the evaluation of human development will be carried out using two approaches, that adopted by the UNDP and that developed by the NOHD, which takes into account other dimensions of human development, important in view of the national context.

The current crisis is sure to seriously affect the rising generations, the subject of this report, to whom the second part of this report is entirely devoted.

Elements of the economic, social and institutional context

Over the past twenty years, Morocco has made the well-being of its population the essential objective of its economic policies and the strengthening of its economy, a strategic means to achieve this objective, even as our country enters its phase of demographic windfall.

Marked by a relatively high proportion of people of working age and in particular 18-29 year-olds, this phase is set to close in 2038, which means that to seize this window of opportunity, real challenges relating to the improvement of the educational and health supply, the consequent creation of quality jobs and the improvement of living standards must be noted. Already, in a context of accelerated urbanization fueled by the sustained exodus of rural youth to cities, social infrastructure and job applications are under increasing pressure, which is reflected in a slowdown in progress in key indicators of the quality of human development and an increase in job insecurity.

However, the growth regime of the national economy has shown some signs of faltering since 2012. GDP growth stood at an annual average of 3.2% over the period 2015-2019, which remains insufficient to sustainably reduce the unemployment rate and in particular that of young people.

Morocco has, however, initiated a vast project of structural reforms intended to bring its productive, logistical and financial system up to the level of competitiveness required by the acceleration of its opening up to the international economy. The conduct of a proactive investment policy in major structuring projects has thus made it possible to bring the Kingdom's average annual investment rate to 34% of its GDP since the mid-2000s. Nevertheless, its impact in terms of growth economic growth, job creation and productivity growth have remained fairly modest.

Another source of the Moroccan economy's fragility is its poor territorial distribution, with only four out of twelve regions (Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Marrakech-Safi and Fès-Meknes) which concentrate most of the productive fabric and qualified populations, alone achieving more than 60% of the national GDP. The drivers of growth are therefore lacking in the other eight regions of the Kingdom, which affects not only their development prospects, but also that of the country as a whole.

The recent reform of the Regional Investment Center and the adoption of the Administrative Deconcentration Charter have led to significant changes in the territories organization. These changes would constitute sizeable prerequisites in order not to accompany the successful implementation of advanced regionalization, but also to reduce the multiple obstacles which stand in the way of harmonious regional development. In doing so, Morocco could wisely mobilize the multiple potentialities of its territories and make it as much a vector of social cohesion as a powerful lever for the structural competitiveness of its economy.

However, despite the erratic nature of its economic growth, Morocco has shown real social dynamism. Based on the principles of the NIHD, the country has worked to strengthen and improve the various support programs intended for the most vulnerable segments of its population, to launch the Unified Social Register project, to diversify the support mechanisms for vulnerable categories, to expand medical coverage and develop the compensation system for loss of employment.

Thus, the multidimensional and absolute forms of poverty have been significantly reduced there, even eradicated in the urban environment. Nevertheless, weaknesses remain. The health crisis has also helped bring them to light.

Indeed, Morocco is still characterized by high inequalities, especially with regard to those relating to human capital, and by an accentuation of the perception of subjective poverty and material insecurity among a large fraction of the population.

The lack of employment opportunities and the mismatch of the skills offered to the labor market needs translates into a high incidence of unemployment, especially among young people, many of whom are “Not in Employment, Education or Training” (NEET), totally excluded from any social life. Various employment and training policies have, however, been implemented in this direction. They would benefit from being revised, by reinforcing quality, governance and efficiency, in order to guarantee the social cohesion of the country.

Finally, once the pandemic has passed, the urgency will be to improve the existing social protection system, so as to make Morocco more resilient to the social impacts of future shocks. A new project has been initiated in this direction by His Majesty the King, which one of the success keys lies in the overhaul of the bonds of solidarity and equity between the generations. More than ever, in Morocco, the question of young people cannot wait any longer.

1- Situation in 2019 and evolution of human development in Morocco between 2012 and 2019

In 2019, Morocco had an HDI of 0.682. The longevity and standard of living indices contributed 43% and 31%, while the one related to the level of education contributed 26%, hampered by the low average duration of education of generations born before 1990.

In 2019, Morocco's IDHN stood at 0.723. The dimensions constituting the HDI contributed only 49.3%, the rest being due to subjective well-being, living environment, social cohesion and human security. According to this approach, education, social cohesion and human security are the dimensions that hinder human development in Morocco.

Between 2012 and 2019, Morocco's HDI growth rate slowed from 1.6% between 2012 and 2013 to 0.5% between 2017 and 2019, which reduced its chances of joining the group of countries with high human development.

However, measured by the change in the NHDH between 2012 and 2019, the growth in human development was 2.3% per year. It is the result of a double movement of growth, that of the material dimensions of development (2.5%) and that of subjective well-being (1.8%). In other words, the economic and social transformations that Morocco has undergone over the past twenty years and their perception by the population are at the origin of the progression of human development in Morocco. These developments highlight the effects of the public policies recently implemented by the country, in particular in terms of the fight against monetary and multidimensional poverty, medical coverage, the fight against unsanitary housing and improving access to services and basic equipment.

1.1. Social and regional disparities in human development

The level of human development also varies according to the place of residence and the regions. In 2019, the HDI value for urban areas is 0.732 compared to 0.583 for rural areas. Moreover, whatever the measure adopted, the most developed regions of the Kingdom are those of the South, of Rabat-Salé-Kenitra, of Casablanca-Settat and, to a lesser extent, of the Oriental. On the other hand, the least developed are the regions of Beni Mellal-Khénifra and Marrakech-Safi. The latter are characterized by a low GDP per capita, which raises the question of their economic catch-up.

Gender gaps are also noted. In 2019, the HDI is higher for men (0.717) than for women (0.623). In this way, men have reached a level of development comparable to that of the group of countries with high human development, at a time when women have a level of development close to that of countries with average human development. In other words, if the HDI of women was comparable to that of men, Morocco would have been classified as a high human development country.

In addition, gender inequalities are not only high, but resistant to decline in a context where they are also maintained by inequalities between women (cf. Study on intersectional discrimination of women in Morocco, ONDH, 2020). However, the Gender Development Index (GDI) stood at 0.835 in 2019, which ranks Morocco among the countries where gender inequalities are the most marked.

In 2019, the loss of human development due to social inequalities amounted to 25.2% in our country. This loss of human development is attributable to inequalities in education up to 40.7%, standard of living (19.4%) and health (12.3%). It mainly affects the regions of the Kingdom with low human development, such as Beni Mellal-Khénifra, Marrakech-Safi and Souss-Massa which each show losses due to inequalities of 26.5%, 25.4% and 24.9% respectively.

Nevertheless, Morocco experienced a downward trend in human inequality between 2012 and 2019, dropping from 29.7% to 24.1%.

1.2. Evolution of the quality of human development

Although its HDI shows a relatively modest increase between 2012 and 2019, Morocco has recorded an overall improvement in the quality of the standard of living of these inhabitants. During this period, per capita consumption improved and led to a decline in poverty and vulnerability to poverty at a rate faster than that allowing the achievement of the SDGs in 2030. In addition, access to basic social facilities has expanded in proportions greater than those observed in the group of countries with average human development.

In terms of health, related spending increased slightly between 2000 and 2018, from 4.2% of GDP in 2000 to 5.5% of GDP in 2018. The share of the health ministry's expenditure in the general state budget also increased from 4% to 7.7% between 2000 and 2018, but remains below the rate of 9% recommended by the WHO.

Under these conditions, the healthcare offer in Morocco is still insufficient, both in terms of human resources and health infrastructure. In addition, its unequal distribution across the country, which is likely to affect the organization of the care sector. In this regard, an evaluation carried out by ONDH (2017) revealed that the generalization of RAMEL has put a strain on the public healthcare system. This was not accompanied by an upgrade of the public hospital sector, thus putting pressure on the quality of care, and on the workload of hospital staff with a deterioration of the situation of public medicine.

In addition, despite the improvement in medical coverage, patients are mainly called upon to finance the health care system, mainly through direct payments, which in itself is a major factor of inequality, since the most financially constrained households risk not having access to health care.

The low level of education is at the heart of development challenges in Morocco. Despite the undeniable progress made in generalizing access to primary education, access to schooling in other levels of education remains particularly limited.

Each year, thousands of students leave the education system even before completing compulsory education cycles (primary and secondary college). In this case, in 2018, 431,876 students dropped out of public school education without obtaining any certification, of which 78% were in primary and college cycles (Higher Council for Education, Training and Scientific Research, 2019).

The dropout rate, not only high, especially affects rural people, despite the establishment of a significant social support system (scholarship, canteen, boarding school, dar attalib, transport, distribution of school bags) for their benefit.

Thus, in 2018, at the level of primary education, the dropout rate recorded in rural areas reached 4.8%, compared to 2.2% in urban areas. Worse, the dropout rate in 6th year of primary school in rural areas is among the highest in this cycle (18.1%), compared to the same rate in urban areas (5.9%).

During the secondary cycle, school dropout affected 16.8% of rural students in 2018, compared to 12.9% in urban areas. It mainly concerned the final classes according to the Higher Council for Education, Training and Scientific Research (22.7% against 17.7% in urban areas).

At the same time, the level of training of Moroccan students remains insufficient. The scores from the international TIMSS and PIRLS tests confirm their delay in acquiring basic knowledge. Other evaluations, this time national, have highlighted the existence of notable gaps in the provision of educational services

in primary schools. Thus, the study on education service delivery indicators (NOHD) highlights the existence of significant educational inequalities of territorial origin such as to justify the low educational performance in disadvantaged areas of the country.

Moreover, if the efforts undertaken by Morocco in the target areas of social investments have made it possible to improve the quality of its human development, the fact remains that the investments made have not yet had an effect on income growth of the population. Per capita GNI has steadily declined, thus widening its gap with that of countries with high human development. The country's social development is struggling to generate sufficient, more inclusive and sustainable economic growth.

1.3. Prospects for human development in Morocco

Like the rest of the world, Morocco is affected by the COVID-19 crisis. In 2020, its economic activity recorded a sharp decline, hitting the fringes of its least protected population, a large part of which was affected by unemployment. Thus, between the third quarters of 2019 and 2020, the national economy lost, according to the HCP, 237,000 jobs in urban areas and 344,000 in rural areas, or 581,000 jobs. The unemployment rate then fell, in one year, from 9.4% to 12.7%.

Faced with this situation, the State's reaction was vigorous and a special fund for the management of the coronavirus pandemic was deployed in April 2020. Aid was thus able to be mobilized for the benefit of households in a situation of social insecurity and to companies in difficulty, helping to strengthen the economic and social resilience of the country. Thus, by the end of May 2020, 40% of those who lost their jobs had received direct or indirect state aid.

In this way, the effects of the health crisis on human development are first of all mainly attributed to the variation in gross national income per capita, the other health and education indicators entering into the measurement of the calculation of the HDI showing, in the short term, only small variations.

In terms of health, these effects will be the translation of the behavior evolution of Moroccans following confinement, the latter having severely hampered the access of chronically ill patients to health services, children to vaccination and pregnant women to natal and postnatal visits. Indeed, 36% of households with children to be vaccinated had to give up vaccination services (43% in rural areas and 31% in urban areas). 30% of households eligible for antenatal and postnatal consultation services had to give up these services, according to the survey carried out by the HCP in April 2020 on the effects of the crisis on households. Faced with the risk of contamination, nearly one in six households has postponed the care needed by people with chronic illness or acute pathology.

The effects of the crisis on the educational dimension will also be significant. The closure, even temporary, of schools, and the adoption, in haste, of distance education, will not fail to accentuate educational inequalities, at the risk of sometimes sealing the future of the youngest, in particular rural children from poor households, who already had low skill levels. Indeed, the HCP survey shows that between April 14 and 23, 2020, 48% of households participated in distance education in primary education and 69% in secondary education. 60% of households expressed their dissatisfaction, mainly because of the lack of interactivity with the teaching staff and the lack of the necessary digital support (computer equipment, connection, etc.). School dropouts should therefore be anticipated. In total, the effects of the health crisis on human development will be significant and will have to be spread over several years. Human inequality is expected to translate into a substantial loss of human development, making it necessary to extend social protection. This is now necessary to fight against the precariousness of living, working and employment conditions of a large fraction of the Moroccan population.

1.4. Social insecurity: the biggest threat to the human development of the Kingdom

According to the NOHD, social insecurity concerns 32.3% of working people employed nationally (27.8% in urban areas and 40.6% in rural areas). 88.5% is due to precarious employment. These workers are the most vulnerable to impoverishment and disease, lacking the necessary social safety nets and support systems if they lose their livelihoods.

The incidence of social insecurity is particularly high in low HDI regions, namely Oriental, Darâa-Tafilalet, Marrakech-Safi and Ben-Mellal-Khenifra. In the latter region, social insecurity affects 49.7% of employed workers, which shows that losses in human development are strongly correlated with job insecurity.

Almost 40% of employed young people aged 15-29 are affected by social insecurity. Its incidence decreases as the educational level of the employed workers rises. It is more than 2.5 times higher among employed workers who have never been to school or barely attended primary school, than those with higher education.

Among the socio-professional statuses most affected by social insecurity, mainly domestic workers (82.7%), followed by employees (40.7%) and employers (5.1%).

2- Young people: a potential to be mobilized to promote the human development

The HDI of 15-29 year olds is 18.9% higher than that of 30-45 year olds and is double that of those over 60. These differences are attributable to existing intergenerational differences in terms of income, life expectancy and educational attainment.

As expected, the standard of living of young people aged 15-29 is generally low due to the significant difficulties they face in finding a job and, when they do, they are often precarious jobs. Thus, the average disposable income of 15-29 year olds is 78.8% of the average national income, against 98% for 30-44 year olds and 119.2% for 45-59 year olds.

In terms of education, the average number of years of schooling for 15-29 year olds is 9.1 years, compared to 2.6 years for those over 60. It corresponds to 1.7 times the national average and is higher than that of countries with high human development (8.3 years). The school life expectancy of 15-29 year olds is 1.5 times higher than that of 30-44 year olds.

Compared to their elders, 15-29 year olds enjoyed better access to health and education services. Young people have thus been able to accumulate, in a short period of time, a human capital almost twice as high as that of their elders, which raises the question of how to make the most of this demographic windfall with the help of strong and generative economic growth. skilled jobs.

But the health crisis, given its unprecedented nature, is sure to affect the situation of young people today, which requires vigorous public action to be addressed to them, given the social stake they represent.

* * * * *

The constraints affecting the social future of the younger generations slow down the human development of the whole country. To this end, taking into account the general situation of young people as well as their expectations are now of great importance for public decision-makers, especially since 15-29 year-olds, with an estimated population of 8.9 million people in 2019 according to NOHD data, represent

the largest age group of the Moroccan population, with a share of 25.3% of the Moroccan population. These structural changes have automatically led to a significant increase in the employed labor force, creating a context in which workers have to support a small number of inactive.

This demographic boon can have important microeconomic and macroeconomic consequences for our country, but which can only materialize if the economy generates the necessary jobs for these young people, thus resulting in the strengthening of its economic growth. This is the path that the countries of Asia have taken successfully since the 1970s.

2.1. Young people in Morocco: very heterogeneous profiles

According to data from the Household Panel Survey, the youth population is both male and female and is predominantly urban (61.7%). 80.1% of young people are single, 18.6% of them married, the rest being either widowed (0.1%) or divorced (1.2%).

These young people have very diverse social profiles and backgrounds. 33.6% of them are in training or education. Those who still attend primary or college only constitute 23.5%, the remainder being either in high school (43.1%) or in a higher education institution (33.4%).

25.1% of young people are employed, cumulating nine years of studies on average, more salaried, necessarily inexperienced and exposed to precarious employment, which means that their rate of access to loans is relatively limited (1.4%).

The other young people are neither in employment nor in training. They are the ones who are most in difficulty and who face various situations. Thus, so-called pure NEETs account for 26.3% of young people. They are predominantly male (between 70% and 76% depending on the regions of the Kingdom) and, compared to young people who are either in employment or in training, have a low level of qualification. 4.6% of them received education in a vocational training institute. The so-called pure NEETs mainly belong to poor households (26.1%, against 12.6% which belong to the wealthiest households).

The rest of the NEETs are made up of housewives and represent 15.0% of young people. They live mainly in rural areas of regions with low human development, such as Beni Mellal-Khenifra, Marrakech-Safi and Darâa-Tafilalet. These are women who marry relatively early, with an early marriage rate that is almost five times that of other young women. These are usually mothers whose children have a 2.3% higher risk of mortality compared to other children. In addition, they accumulate significant delays compared to other young women, starting at school. Thus, only 0.8% of them have a baccalaureate, against 7.5% for other young women.

Young people are therefore far from constituting a homogeneous category of the population. Their situations correspond to equally heterogeneous levels of resources. But, at the same time, young people face common challenges, such as health. Their health should be considered a top priority given the current psychological distress.

2.2. Young people: a public in difficulty of integration

In Morocco, young people face many difficulties in entering the labor market. Their activity rate was only 42.2% in 2019. Their unemployment rate is high at 24.9%, as is their underemployment rate which exceeds 16%. Under these conditions, young people, in particular those who are in a situation of long-term unemployment or new entrants to the labor market, are highly exposed to different forms

of precariousness. In general, the transition to working life remains slow and also concerns young graduates, as evidenced by the high level of their long-term unemployment rate (26% in 2019).

These difficulties are more concentrated among young women, with, in 2019, employment rates of 9%, unemployment of 35.4% and activity of 18.0%, against respectively 42% and 22.0% and 65.6% for young men.

Participation in the labor market is at the heart of the challenges of youth employment. Likewise, the downward trend in their participation rate must be considered with interest insofar as it could lead to a loss of wealth creation, a depreciation of the human capital of young people and an increase in risky behavior, the latter being likely to weaken their economic and social integration.

These difficulties are further accentuated for NEETs, particularly the most discouraged among them (25%, or almost 375,000 people) are permanently removed from employment, ready to join delinquent counter-societies.

2.3. Limited performance training and employment programs

Aware of the risks that this situation may have on social cohesion, the public authorities have launched integration programs that meet the specific needs of young job seekers. These are support programs for access to paid employment, training-integration, promotion of self-employment and entrepreneurship.

Thus, the IDMAJ and TAHFIZ programs, which are characterized by a policy of lowering the cost of labor, had only a limited impact in terms of the creation of long-term jobs. In this case, the IDMAJ program only allowed 40% of its beneficiaries to be recruited, 75% of them on a sustainable basis. These programs deserve to be continued and improved, in particular by taking care to limit the risk of job insecurity that could result from abusive recourse to the recurring hiring of interns, at the expense of long-term and quality employment.

The TAEHIL program, which aims to improve the employability of young people through the acquisition of professional skills, has also had mixed results. Admittedly, nearly 20,000 young people were able to benefit from it, with appreciable integration rates (80% for contractualized training for employment, 100% for adaptation training for the benefit of emerging sectors of the Moroccan economy and 45% for qualifying or retraining training). However, the fact remains that this program does not cover the whole of the national territory and suffers from the difficulties of mobility of job seekers as well as the insufficient number of training operators to meet the needs of emerging sectors.

Among these programs, only the "Idmaj" program, which targets the first-time integration of unemployed young graduates, has achieved, or even exceeded, its objectives. The results of the "Taehil" program, designed to improve the employability of 100,000 job seekers between 2006 and 2012, have been more mixed. But these two programs deserve to be continued and improved, in particular by taking care to limit the risk of job insecurity that could induce an abusive recourse to the recurring hiring of interns, at the expense of long-lasting and quality employment, benefiting in particular from social protection.

Finally, the MOUKAWALATI program, launched in 2006, recorded in 2018 the creation of only 1,351 companies (VSEs, cooperatives and individual activities), an increase of 4% compared to 2017, but enabled a 67% increase in direct jobs created, i.e. more than 4,500 jobs. As for the number of project leaders supported or in the process of supporting, over the past five years, it has increased from 1,202 in 2013 to 2,785 in 2018, an increase of more than 18% on an annual average.

In fact, the performance of youth employment promotion policies depends on the context in which they are designed and implemented. Their effectiveness can be understood in their ability to act both to accelerate the employability of young applicants, and the creation of jobs for companies.

With regard to these, in order for them to create more jobs, a number of factors should be combined, such as sustained demand, that is to say investments to improve the competitiveness of the national economy, or a labor market guaranteeing a certain “flexibility”, such as to facilitate conventional ruptures. With regard to young applicants, guidance and support services (which remain insufficiently territorialized in Morocco), but above all basic training, should be strengthened. This is indeed unavoidable.

In this regard, according to the NOHD, in 2019, nearly 26% of young graduates faced long-term unemployment. This rate is higher for graduates from open access institutions than for those from regulated access courses. At the same time and according to the Department of Vocational Training, 67.1% of graduates of vocational training have a job nine months after obtaining their diploma. This gap highlights the importance of the quality of the education system as a factor of integration into employment.

2.4. A youth seeking to master their destiny, despite everything

According to several ethnographic studies, young Moroccans are rather satisfied with their life. In 2019, 90% of them declared to be generally satisfied when they compare it to those of their parents, against only 61% in 2011. 90% of young Moroccans also have a positive perception of the future, despite the difficulties that they have to project themselves into it.

Most young Moroccans consider employment to be the most important factor to be fulfilled (Generation What, 2019), regardless of the status it provides. According to the SAHWA survey (2016), almost half of unemployed youth see temporary jobs as an opportunity.

At the same time, the need for international mobility of young people is undeniable since according to “Arab Barometer” (2019), 7 young Moroccans out of 10 are tempted by emigration, which is the highest figure in the MENA zone. According to the HCP National Survey on International Migration (2019), 73.5% of this thirst for emigration can be explained by the need to have to earn a living.

So it is a rather globalized youth that we are dealing with. For half of young Moroccans, globalization would even represent an opportunity, likely to lead in the long term to a profound transformation of their values. In 2019, 68.2% of young Moroccans declared that they could be happy without living in Morocco.

The attachment of Moroccans to their family is very strong. According to Arab Barometer (2019), two-thirds of them say they cannot be happy without a family. More than that, the family is an important value for young Moroccans. As a result, marriage is a value favored by 70% of them, even if for economic reasons, starting a family is not on their immediate agenda.

The perception of Moroccan youth about gender equality is ambiguous. Indeed, if according to the Sahwa survey (2016), 83% of young Moroccans are in favor of equal opportunities at school, they are clearly less so when it comes to employment (30 %). This situation reflects the permanence of representations and attitudes stemming from a traditional view of the family based on male superiority and the sexual distribution of roles.

Likewise, according to the UNDP (2016), 93% of young Moroccans between the ages of 15 and 24 consider religion an important dimension of their identity. Their religious faith is dictated from a system

of values going beyond the family or institutional frame of reference, in connection with the proliferation of satellite channels, some of which hold a conservative discourse, relayed by social networks.

However, this attachment of young Moroccans to religion varies in magnitude. Indeed, 8% of young Moroccans positively judge extremist currents, including the Islamic State organization. Similarly, 17% of them were in favor of the application of Sharia, according to Arab barometer (2019). However, 86.8% of young Moroccans find terrorism incompatible with their religion. Moreover, according to Generation What, the political translation of their relationship to religion is less and less tangible in 2019.

2.5. Social and cultural practices depending on the social environment belonging

In cities, a binary opposition exists between the lifestyles of young people, depending on whether they are socially well established or, conversely, marginalized. The former stand out for their dual accumulation of economic and communicational capital, while the latter can only highlight devalued virility values, which they find in the groups of supporters and Ultras present in all the big cities. These young people can only assert themselves through the aggression of any authority that tries to impose itself on them. Their actions fuel the feeling of insecurity among populations, which further stigmatizes them.

The desire to stage themselves is also subordinate to their ability to obtain the statutory attributes of youthful excellence, such as designer clothes for example. For them, access by all possible means, even the most illegal (deal, theft, etc.), then appears as a vector of economic and symbolic rehabilitation. It is therefore appropriate to underline the media and digital visibility of "tcharmil", which concerns adolescents and young people who commit acts of aggression.

In addition, areas of the informal economy are taken over by some of these young people who develop new skills there (software, telephony, etc.). According to the SAHWA survey (2015), these young people earn their living there, but without having clear personal and professional prospects.

But in the countryside, new profiles of young people are emerging who contrast with the widely accepted rural stereotype, described as wait-and-see, counting on the state to improve its living conditions and never taking initiatives.

Recent surveys also testify to an alignment of the lifestyle of these rural young people with that of their urban counterparts. This standardization of lifestyles is not without repercussions on the social demands of rural youth in terms of equity and equality, as evidenced by the movements of protests and demands led by young people in different regions of the country for the access to drinking water, irrigation, land, employment, recreation and culture.

These rural youth are increasingly seeking their empowerment through permanent or seasonal migration, national or international. Once they have become autonomous, they seize all the opportunities to set up individual or collective projects within the framework of development programs such as the Green Morocco Plan (PMV) or the National Initiative for Human Development (INDH), thus inscribing in a local dynamic of development.

In this way, in the countryside, new political elites, most often from the associative movement, emerge.

2.6. Limited trust in political institutions

According to the ONDH, in 2017, young Moroccans placed little or no trust in political institutions such as the government (72.2%), parliament (73.6%) or even political parties (78.3%). This disaffection would be the result of their dissatisfaction due to their economic marginalization. It could also be

explained by the weak role played by the media in inciting young Moroccans to participate in politics and by the absence of political projects aimed at them.

This situation therefore results in low membership of young people in political parties. On the other hand, young people who have invested in a cultural association or who intend to do so is relatively high: 32.2% have already experienced it, 46.3% do not exclude it and 19.2% are not interested in it (Generation What 2019). An identical trend is observed regarding the membership of young people in sports or local associations, which demonstrates their stated desire to give meaning to their existence. From there, strong political trajectories can then take shape, far from the rigidity of “traditional” political or trade union organizations that prevent or slow down the renewal of leadership (Generation What, 2019).

The low confidence of young Moroccans in political institutions is also the translation of the development of their critical thinking, due to their higher level of education and their better access to information (Generation What, 2019). In this regard, NICTs have encouraged new forms of participation that lead young people to identify with groups, networks or communities of practice that transcend national borders and conventional thinking.

Youth participation then takes alternative forms, digital in this case. The media and social networks provide young people with spaces to express their discontent and frustration in order to exercise their rights to citizenship in a renewed way (February 20 movement, boycott movement, hirak movement, etc.). However, the space of freedom of expression offered by digital technology is the subject of new regulations, necessarily restrictive for those who use digital opportunities as platforms for criticism, alert and call for mobilization, avoiding having to pay the “cost” of public demonstrations, such as the boycott campaign which targeted a few brands and consumer products.

2.7. Young people’s expectations: a strong desire for autonomy

Young people born in the 1990s are the first generation after. Unlike their elders, these young people aspire to autonomy and carry this claim to the extreme, which has also evolved in an environment marked by the advent of digital technology. Therefore, new channels of value production offer new possibilities to foster new social norms (Generation What 2019). Under these conditions, young Moroccans tend to claim to be the actors in their lives.

Young people therefore tend to develop alternative strategies so as not to be subjected to patriarchal authority, which leads them in a continuous process of negotiating new social norms and values in order to be able to live their experiences.

But the Covid-19 crisis places young people more in the face of an unexpected obstacle on their journey to independence and adulthood. It helps to bring them back into the family fold, of which the psychological cost must also be assessed.

2.8. Public youth policies: a lack of coherence and efficiency

The Covid-19 crisis has acutely revealed the limits of policies addressed to young people. In addition to putting the issues of education and employment and universal protection at the heart of the needs, it highlighted the extent of inequalities of opportunity in Morocco.

These public policies tend to be based on normative criteria of age and status. They do not take into account the diversity and the reversibility of the pathways of young people, which leads to the de facto exclusion of many of them as soon as they exceed the legal youth age.

They are also characterized by their fragmentation and their lack of convergence, consequently preventing a whole section of our society from being able to assume its own existence.

To improve the effectiveness of sectoral policies and enable them to reach a heterogeneous and differentiated public now, an integrated strategy, which has been sought after for more than ten years, deserves to be put in place. It would imply a more comprehensive approach, both restorative and preventive, transversal, involving all the players concerned, and part of a multi-year planning logic.

In fact, in their life cycle, young people are rights holders who benefit from the familialization of public policies through social transfers. But this familialization only covers part of the young, that of the families of formal employees. The other young people then do not benefit from any social protection system and depend on the direct contribution of the family to cover their basic needs.

This shows the central role played by families, who often take the place of public policies, particularly in terms of housing, job search and project financing.

But beyond the legal majority, young people can hardly claim social security without a job. In other words, only access to regulatory employment makes it possible to place them under the protection of the labor code, which justifies the tendency to develop policies and strategies focused on integration through employment. According to the results of the SAHWA survey (2015), 63% of young people used personal and family relationships to access their jobs and 61% of young entrepreneurs were financially supported by their parents, which reflects a strong social determinism and contributes to the reinforcement of inequalities of opportunity.

However, the full and unhindered access of young people to rights is an essential element of the culture of human rights, democracy and the rule of law. In other words, ensuring young people the full enjoyment of human rights and human dignity, and encouraging their commitment in this regard, should be considered one of the priorities of any youth policy.

2.9. Weakly articulated and uncoordinated systems

The lack of a general policy document serving as a reference for public policies aimed at young people is one of the missing links for greater coherence of policies and programs aimed at young people. Failure to take time into account when setting priorities in policies targeting young people, including a clear short, medium and long term timeline complicates the coordination of the temporal rollout of reforms.

In addition, the many historical systems put in place to take care of the most difficult populations are characterized by a chronic under-dimensioning, both in volume, but also in quality, which does not allow their real economic integration or social.

3- Public policy readjustment proposals

To approach youth as a potential to protect and grow, an energy to channel and a resource to grow, it becomes imperative to propose a credible political offer which, while being in phase with the new expectations of young people, can reinstate them in an active economic and social citizenship and restore their confidence in the family, the school and the representative institutions.

In this context, the NOHD is proposing readjustments around the following triptych:

- Promotion of equity among young people.
- The participation of young people in the development of public policies.
- The territorialization of public policies addressed to young people.

These three approaches will be developed through mechanisms that enhance their resources in all areas of action that concern them and structure their lives, namely education, training, learning, health, social protection and active citizenship.

These central areas of action which refer to the education and training dimensions.

It is therefore:

Strengthen the endowment of young people with capacities and skills

This requires raising their general level of knowledge and socio-behavioral skills so that they can continuously adapt and integrate into the world of work.

To do this, the acceleration of the implementation of the framework law on education is essential. The same is true of the vocational training development roadmap presented to His Majesty the King in April 2019. Likewise, better links between school education and vocational training need to be developed.

It is also essential to put in place a system to anticipate skills needs. It would allow the identification of needs for trades, skills and training, and would provide information at the strategic level on vocational training and employment policies at the national, regional and sectoral level. This system should be based primarily on a sectoral and territorial observation and prospective monitoring system.

Strengthen care for the health of young people

The orientations of a renewed youth health promotion strategy should promote physical, mental and social well-being and provide preventive and curative responses to young people. In this context, it is about:

- Consolidate the national strategic plan for promoting the mental health of children, teenagers and young people.
- Update the 2011 national school and university health promotion programs to make it more effective.
- Speed up the implementation of the national strategic plan for the prevention and management of addictive disorders.

Ensure the economic integration of young people

Improving youth employment performance requires a combination of integrated policies aimed at both developing public employment services, improving labor market governance and promoting rich growth in skilled and decent jobs.

While capitalizing on the experience of employment promotion programs, areas for improvement are possible to overcome the shortcomings, on the one hand, by taking into account contextual factors and, on the other hand, by drawing inspiration from good practices from countries where these programs play an important role in the transition of young people to employment. The design of active employment policies should take into account the diversification of the profiles of young beneficiaries. Active labor market policies could be developed to include young people with no qualifications or with specific needs (prisoners, people with disabilities, migrants / refugees, etc.).

They should primarily target the most vulnerable young people, i.e. young people from rural areas and those with a low level of training (unemployed NEET, women), by strengthening training methods through learning and literacy programs.

Guarantee active citizenship and the participation of young people in social life

It is essential that young people and their organizations are involved as partners in defining and implementing the strategies that public policies adopt to improve access to rights. Young people must fully participate in monitoring and evaluating the results of these strategies and public policies.

Guaranteeing active citizenship and democratic participation of young people in political and social life calls for the establishment of mechanisms to support the meaningful participation of young people and youth organizations in the development of policies at national and territorial levels where they are defined and carried out as close as possible to young people.

Conclusion

Youth is a new age of life with the rights attached to it.

Proceed with the legal consolidation and the effectiveness of the rights of this age category, in the same way as for childhood, adulthood and old age is the subject of a consensus of all stakeholders of the public decision and action.

Social reality reveals to us that the least well-educated young people and / or those without family support are excluded from the social protection system, which makes the transition to adulthood based first of all on family solidarity and family policies. The episodes of rupture induced by end-of-law situations lead these young people to economic and social disempowerment.

The recent awareness, following the Covid-19 crisis, of the extremely worrying situation of young people, raises the question of a new model of society capable of providing them with a social safety net. In this context, breaks in the career path for young people should be highlighted around a quadriptych (education-training, employment, social protection and personal and civic life), making it possible to guarantee social status and dignity to all young people.



المرصد الوطني للتنمية البشرية
ⵎⵔⵉⵎⵓⵏⵉ ⵏ ⵉⵔⵎⵉⵏⵉ ⵏ ⵉⵔⵎⵉⵏⵉ
Observatoire National
du Développement Humain



المملكة المغربية
رئيس الحكومة
ⵎⵔⵉⵎⵓⵏⵉ ⵏ ⵉⵔⵎⵉⵏⵉ
Royaume du Maroc
Le Chef du Gouvernement

تقرير التنمية البشرية 2020 « شباب مغرب اليوم »

خلاصة تنفيذية



4.....	المقدمة
5.....	عناصر من السياق الاقتصادي والاجتماعي والمؤسسي
6.....	1. الوضعية سنة 2019 وتطور التنمية البشرية بالمغرب بين سنتي 2012 و2019.....
7.....	1.1 التفاوتات الاجتماعية والجهوية للتنمية البشرية.....
7.....	2.1 تطور جودة التنمية البشرية.....
9.....	3.1 آفاق التنمية البشرية بالمغرب.....
10.....	4.1 الهشاشة الاجتماعية: أكبر تهديد يحدق بالتنمية البشرية بالمملكة.....
10.....	2. الشباب: قدرات كامنة وجبت تعبئتها من أجل تعزيز التنمية البشرية بالمملكة.....
11.....	1.2 الشباب بالمغرب: مواصفات شديدة الاختلاف.....
12.....	2.2 الشباب: فئة تعاني من صعوبات في الاندماج.....
13.....	3.2 برامج للتكوين والتشغيل محدودة الأداء.....
14.....	4.2 شباب يحاول مع ذلك أن يتحكم في مصيره.....
15.....	5.2 ممارسات اجتماعية وثقافية حسب وسط الانتماء الاجتماعي.....
16.....	6.2 ثقة محدودة في المؤسسات السياسية.....
16.....	7.2 انتظارات الشباب: طموح قوي إلى الاستقلالية.....
17.....	8.2 السياسات العمومية للشباب: عجز في الانسجام والفعالية.....
18.....	9.2 أجهزة ضعيفة التمفصل يُعوزها التنسيق.....
18.....	3. من أجل إعادة هيكلة السياسات العمومية.....
20.....	الخاتمة.....

لقد أبرز التقرير الوطني للتنمية البشرية لسنة 2017 القفزة النوعية والكمية التي تحققت على مستوى التنمية البشرية والتي لم يسبق أن شهدها المغرب منذ بداية تسعينيات القرن الماضي، وذلك على الرغم من الخسائر التي عرفها مجال التنمية والناجمة عن التفاوتات الاجتماعية والترايبية.

وقد تواصلت هذه الدينامية الإيجابية خلال الفترة الممتدة ما بين سنتي 2012 و2020 بفضل التقدم الحاصل، والذي لا جدال فيه، سواء على الصعيد الاقتصادي والاجتماعي أو على صعيد الحريات الفردية وحقوق المواطنة والحقوق السياسية. ومع ذلك وعلى الرغم من الاستثمارات التي رُصدت، يبدو أن تحسُّن التنمية البشرية بالمغرب يُراوح مكانه.

ومن المفروض أن يكون هذا التباطؤ ملموساً أكثر سنة 2020، إذ إن الأزمة الصحية الناجمة عن انتشار فيروس كورونا والتي كان لها في الآن نفسه وقع على المجالات الثلاثة الأساس للتنمية البشرية على غرار ما يجري في باقي أرجاء العالم، حيث من المتوقع أن يشهد البلد تراجعاً في مؤشر التنمية البشرية.

وفي هذا السياق غير المسبوق، تفاقمت فعلاً ثغرات نموذج التنمية البشرية بالمغرب، مما يؤكد على ضرورة تحسين الأنظمة والخدمات الاجتماعية (من تعليم وصحة) وتعزيز آليات الحماية الاجتماعية. وقد يكون أيضاً من شأن تبني سياسات ماكرو-اقتصادية متناسقة قوامها الانصاف أن يُعزِّز المقاومة الجماعية وأن يعيد الثقة ويزيد من التماسك الاجتماعي.

يرمي هذا التقرير إلى مراجعة الأولويات الاجتماعية والاقتصادية للمغرب على ضوء هذه الأزمة المزدوجة التي شمل وقعها المستويين الصحي والاقتصادي، كما يهدف إلى الوقوف على عوائق التنمية البلد في المستقبل. هذا المحور هو موضوع الجزء الأول من هذا التقرير الخاص بالتنمية البشرية بالمملكة والذي خصص في الواقع لتحليل الديناميات الوطنية والجهوية والفئوية التي شهدتها بلدنا ما بين سنتي 2012 و2020، مع إبراز تفاقم الهشاشة الاجتماعية الناجمة عن آثار الأزمة الناجمة عن الجائحة. وكما كان الشأن سنة 2017، فإن تقييم التنمية البشرية سيعتمد مقاربتين اثنتين، وهما أولاً المقاربة التي يعتمدها برنامج الأمم المتحدة للتنمية، ثم المقاربة التي وضعها المرصد الوطني للتنمية البشرية والتي تأخذ بعين الاعتبار أبعاداً أخرى مهمة للتنمية البشرية والتي تركز على الوطني.

سيكون بكل تأكيد للأزمة الحالية وقع كبير على الأجيال القادمة، وهذا موضوع التقرير الحالي الذي خص هذه الأجيال بالجزء الثاني منه.

عناصر من السياق الاقتصادي والاجتماعي والمؤسسي

خلال العقدین الأخيرین، جعل المغرب من رفاهية عيش سكانه الهدفَ الأساس لسياساته الاقتصادية، ومن تعزيز اقتصاده وسيلةً استراتيجيةً لبلوغ هذا الهدف، كل هذا في وقت يدشن فيه البلد مرحلة المكاسب الديمغرافية المواتية.

تتسم هذه المرحلة بتوافر نسبة مهمة من الأفراد البالغين سن ممارسة نشاط، لا سيما أولئك الذين يتراوح عمرهم بين 18 و29 سنة. ولكن من المنتظر أن تتوقف هذه المرحلة الديمغرافية المواتية سنة 2038، مما يعني أن استغلال هذه الفرصة يستلزم رفع تحديات كبيرة تهم تحسين العرض التربوي والصحي وخلق الكثير من فرص الشغل ذي جودة، وتحسين مستويات العيش. وتعرف سلفا البنيات التحتية الاجتماعية والطلب على الشغل، في سياق يشهد نمو مطردا لكافة المدن نظرا للهجرة المتزايدة لشباب القرى نحو المدن، ضغطا متزايدا، مما ينجم عنه تباطؤ المؤشرات الأساس لجودة التنمية البشرية وتفاقم الهشاشة في الشغل.

والحال أن سرعة نمو الاقتصاد الوطني تسجل منذ سنة 2012 بعض التباطؤ. وبالفعل فقد استقر نمو الناتج الداخلي الخام في متوسط سنوي يبلغ 3.2 بالمائة في الفترة الممتدة بين سنتي 2015 و2019. وهو رقم غير كاف لتقليص نسبة البطالة تقليصا مستداما، لا سيما بين الشباب.

هذا مع العلم أن المغرب كان قد أطلق ورشا كبيرا للإصلاحات الهيكلية بغرض جعل نظامه الإنتاجي واللوجستيكي والمالي في مستوى التنافسية الذي تفرضه سرعة انفتاح البلد على الاقتصاد الدولي. وهكذا مكن تبني سياسة إرادية للاستثمار في المشاريع المهيكلية الكبرى من رفع متوسط النسبة السنوية للاستثمار بالمملكة إلى 34 بالمائة من الناتج الداخلي الخام للبلد منذ منتصف سنوات الألفين. غير أن آثار هذه النسبة على النمو الاقتصادي وخلق فرص شغل والرفع من الإنتاجية ظلت متواضعة.

ويكمن سبب آخر لهشاشة الاقتصاد المغربي في سوء توزيع مجاله الترابي، حيث إن أربع جهات فقط من بين الجهات الاثنتي عشرة للبلد (الدار البيضاء-سطات والرباط-سلا-قنيطرة ومراكش-آسفي وفاس-مكناس) تسجل لوحدها تمركز الجزء الأكبر من نسيج الإنتاج ومن الساكنة المؤهلة، وتحقق لوحدها أزيد من 60 بالمائة من الناتج الداخلي الخام الوطني. وهكذا فإن مقومات النمو تغيب في الجهات الثمانية الباقية، مما يؤثر سلبا ليس على آفاق تنميتها فحسب، وإنما على تنمية البلد برمته أيضا.

تترتب عن الإصلاحات الأخيرة التي شهدتها المراكز الجهوية للاستثمار وتبني ميثاق اللاتمركز الإداري تحولات مهمة على مستوى التنظيم الترابي. وتمثل هذه التحولات أرضية بالغة الأهمية ليس من أجل مواكبة تفعيل الجهوية المتقدمة تفعيلا ناجحا فحسب، وإنما أيضا من أجل تجاوز المعوقات العديدة التي تمنع تحقيق تنمية جهوية متناسقة. وبمقدور المغرب أن يُعبئ تعبئة إيجابية القدرات العديدة والكامنة في مجالاته الترابية، وأن يجعل منها عاملا من عوامل التماسك الاجتماعي وكذا رافعة قوية للتنافسية الهيكلية لاقتصاده.

ومع ذلك، وعلى الرغم من التفاوت المسجل في نمو البلد اقتصاديا، فقد أبان المغرب عن دينامية اجتماعية حقيقية، واستنادا على أهداف المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، فقد عمل المغرب على تعزيز وتحسين مختلف برامج الدعم الموجهة للفئات الأشد هشاشة من سكانه، وعلى إطلاق ورش السجل الاجتماعي الوحيد، وعلى تنويع آليات دعم الفئات الهشة، وعلى توسيع التغطية الصحية وتطوير نظام التعويض على فقدان العمل.

وهكذا تقلصت الأشكال المتعددة الأبعاد والمطلقة للفقر تقلصا ملحوظا، بل اختفت تماما من المجال الحضري. غير أنه ما زال بالإمكان الوقوف على بعض مظاهر النقص التي ساهمت أزمة الجائحة في تسليط الضوء إليها. وبالفعل فإن المغرب ما زال يشهد تفاوتات كبيرة لا سيما فيما يخص التفاوتات المرتبطة بالرأس المال البشري، كما يسجل البلد أيضا تزايد حدة الفقر الذاتي وغياب الأمن المادي عند شريحة عريضة من السكان.

يؤدي غياب فرص الشغل وعدم تلاؤم الكفاءات المتوفرة مع حاجيات سوق الشغل إلى تزايد حدة البطالة، لا سيما في أوساط الشباب الذين تجد فئة عريضة منهم نفسها متوقفة عن الدراسة ودون عمل ولا تتابع تكوينها. ومع ذلك فقد جرى في السابق تفعيل سياسات تشغيل وتكوين متنوعة لهذا الغرض. ولكن يجب اليوم مراجعة هذه السياسات حتى تتسم بالجودة والحكمة والنجاعة، بغرض ضمان التماسك الاجتماعي للبلد.

وأخيرا، وبمجرد اختفاء الجائحة، سيكون من اللازم وعلى وجه الاستعجال تحسين النظام المتداول للحماية الاجتماعية بغرض جعل المغرب أكثر قدرة على مقاومة الآثار الاجتماعية للصدمات والأزمات القادمة. وقد أطلق صاحبُ الجلالة ورشا جديدا يكمن أحد أسباب نجاحه الأساس في إعادة إرساء روابط التضامن والإنصاف بين الأجيال. ذلك أنه مسألة الشباب، لم تعد تستطيع الانتظار أكثر.

1. الوضعية سنة 2019 وتطور التنمية البشرية بالمغرب بين سنتي 2012 و2019

في سنة 2019، سجل المغرب مؤشر تنمية بشرية بلغ 0.682. وقد ساهمت في ذلك مؤشرات ارتفاع أمد الحياة ومستوى العيش بنسبة 43% و31% على التوالي، بينما ساهم مؤشر مستوى التعليم بنسبة 26% حيث حدّ من تقدمه ضعف متوسط مدة التعليم عند الأجيال التي وُلدت بعد سنة 1990.

وفي سنة 2019، بلغ مؤشر التنمية البشرية الوطني 0.723. ولم تساهم فيه الأبعاد التي تشكل مؤشر التنمية البشرية إلا بنسبة 49.3 بالمائة، أما الباقي فقد كان من نصيب الرفاه الذاتي وإطار العيش والتماسك الاجتماعي والأمن البشري. وحسب هذه المقاربة، فإن التعليم والتماسك الاجتماعي والأمن البشري هي الأبعاد التي تعيق التنمية البشرية في المغرب.

وبين سنتي 2012 و2019، تباطأ إيقاع ارتفاع مؤشر التنمية البشرية بالمغرب، حيث انتقل من 1.6 بالمائة بين سنتي 2012 و2013 إلى 0.5 بالمائة بين سنتي 2017 و2019، مما قلص من حظوظ البلد في الالتحاق بمجموعة الدول التي تسجل مستوى تنمية بشرية عالٍ.

ولكن وعند قياس نمو التنمية البشرية حسب تنوع مؤشر التنمية البشرية الوطني بين سنتي 2012 و2019، فإنه قد بلغ نسبة 2.3 بالمائة سنويا. وهذا النمو ناتج عن حركة نمو مزدوجة، حركة نمو الأبعاد المادية للتنمية (2.5 بالمائة) من جهة، وحركة نمو الرفاه الذاتي (1.8 بالمائة) من جهة أخرى. وبعبارة أخرى فإن أساس تقدم التنمية البشرية بالمغرب هو التحولات الاقتصادية والاجتماعية التي شهدتها المغرب خلال العقدين الأخيرين وتصور السكان لها. وتبين هذه التطورات آثار السياسات العمومية التي باشرها البلد مؤخرا، لا سيما في مجال محاربة الفقر النقدي والمتعدد الأبعاد، والتغطية الصحية، ومحاربة السكن غير اللائق، وتحسين الولوج إلى الخدمات والتجهيزات الأساسية.

1.1. التفاوتات الاجتماعية والجهوية للتنمية البشرية

يختلف مستوى التنمية البشرية أيضا باختلاف وسط الإقامة وباختلاف الجهات. ففي سنة 2019، بلغ مؤشر التنمية البشرية في المناطق الحضرية 0.732 مقابل 0.583 في الوسط القروي. وعلاوة على ذلك، وأيا كان المقياس الذي يجري تربيته، فإن جهات المملكة الأكثر تنمية هي جهات الجنوب (جهة العيون الساقية الحمراء وجهة كلميم واد نون وجهة الداخلة وادي الذهب) وأيضا جهة الرباط-سلا-القنيطرة وجهة الدار البيضاء-سطات، وبدرجة أقل، جهة الشرق. وفي المقابل، فإن الجهتين الأقل تنمية هما جهتا بني ملال-خنيفرة ومراكش-آسفي اللتان تتسمان بضعف الناتج الداخلي الخام لكل فرد، مما يستلزم تدارك مشاكلهما الاقتصادية.

كما جرى الوقوف أيضا على تفاوتات تهم النوع. ففي سنة 2019، كان مؤشر التنمية البشرية أعلى عند الرجال (0.717) منه عند النساء (0.623)، فمؤشر التنمية البشرية عند الذكور بالمغرب يوازي مستوى مجموعة البلدان ذات مستوى التنمية البشرية العالي، بينما يقترب هذا المستوى عند النساء من مستوى البلدان ذات مستوى التنمية البشرية المتوسط. وبعبارة أخرى، لو كان مؤشر التنمية البشرية عند النساء يوازي مستوى الرجال، لُصِّفَ المغربُ ضمن البلدان ذات مستوى التنمية البشرية العالي.

وعلاوة على ذلك فإن التفاوتات ليست قوية فحسب، بل إنه يصعب تخفيضها أيضا ما دامت يُبقي عليها التفاوت بين النساء (أنظر دراسة حول مظاهر التمييز المتعدد الجوانب عند النساء بالمغرب، المرصد الوطني للتنمية البشرية، 2020). هذا مع العلم أن مؤشر تنمية النوع بلغ 0.835 سنة 2019، مما يجعل المغرب يُصنَّف ضمن البلدان شديدة التفاوتات المتعلقة بالنوع.

وفي سنة 2019، بلغت نسبة الخسارة في التنمية البشرية الناجمة عن التفاوتات الاجتماعية 25.2 بالمائة في بلدنا. وتعود هذه الخسارة في التنمية البشرية إلى التفاوتات في التعليم بنسبة 40.7 بالمائة ومستوى العيش (19.4%) والصحة (12.3%). وتسجّل هذه الخسارة بالخصوص في جهات المملكة ذات مستوى تنمية بشرية ضعيف، من قبيل جهة بني ملال-خنيفرة ومراكش-آسفي وسوس-ماسة، حيث تسجّل هذه الجهات خسائر ناجمة عن التفاوتات تبلغ على التوالي 26.5% و 25.4% و 24.9%.

غير أن المغرب قد شهد انخفاضا انحداري الاتجاه في عدم المساواة البشرية بين سنتي 2012 و 2019، إذ انتقلت من 29.7% إلى 24.1%.

2.1. تطور جودة التنمية البشرية

وعلى الرغم من أن مؤشر التنمية البشرية قد سجل بين سنتي 2012 و 2019 تقدما متواضعا نسبيا، فإن المغرب قد شهد تحسنا شاملا في جودة حياة المواطنين. فخلال هذه الفترة، تحسن الاستهلاك بالبلد حسب كل فرد، الشيء الذي أدى إلى تراجع الفقر والهشاشة بوتيرة أسرع من تلك التي تسمح بتحقيق أهداف التنمية المستدامة سنة 2030. وعلاوة على ذلك فقد تزايدت نسبة الولوج إلى التجهيزات الاجتماعية الأساسية، إذ باتت أكبر من تلك التي لوحظت عند مجموعات البلدان حيث مستوى التنمية البشرية متوسط.

وفيما يخص الصحة، فقد ارتفعت أيضا المصاريف المرتبطة بها ارتفاعا طفيفا ما بين سنتي 2000 و 2018، حيث انتقلت من 4.2% من الناتج الداخلي الخام سنة 2000 إلى 5.5% من الناتج الداخلي الخام سنة 2018. وارتفعت أيضا حصة نفقات وزارة الصحة في الميزانية العامة للدولة من 4% إلى 7.7% بين سنتي 2000 و 2018، ولكنها تبقى مع ذلك أقل من نسبة 9% التي أوصت بها المنظمة العالمية للصحة.

وفي هذه الظروف، ما زالت عروض العلاج غير كافية في المغرب سواء على مستوى الموارد البشرية أو على مستوى البنيات التحتية المرتبطة بالصحة. وينضاف إلى هذا التوزيع غير المتساوي لبنيات العلاج على مستوى التراب الوطني، مما من شأنه أن يؤثر سلباً على تنظيم العلاجات. وفي هذا الصدد، كشف تقييم أنجزه المرصد الوطني للتنمية البشرية (2017) أن تعميم بطاقة الراميد (نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض) قد جعل النظام العمومي للعلاجات في وضعية صعبة. ذلك أن تعميم هذه البطاقة لم يصاحبه تأهيل القطاع الاستشفائي العمومي، الشيء الذي ترتب عليه انعكاسات على جودة العلاجات وعلى حجم عمل العاملين في المجال الاستشفائي وتدهور وضعية الطب العمومي.

وعلاوة على ذلك، وعلى الرغم من تحسن التغطية الصحية، فإن أغلب المرضى يطالبون بتمويل نظام العلاجات، وذلك بالأداء المالي المباشر؛ وهو أمر يشكل في حد ذاته عاملاً مهماً من عوامل اللامساواة ما دامت الأسر المعوزة ما ديا قد تعجز عن الاستفادة من هذه العلاجات.

ويوجد ضعف مستوى التعليم في صلب تحديات التنمية بالمغرب. فعلى الرغم من التقدم الذي سُجِّل، والذي لا جدال فيه من أجل تعميم الولوج إلى التعليم الابتدائي، فإن الولوج إلى باقي أسلاك التعليم يظل جد محدود. ففي كل سنة، يغادر آلاف التلاميذ المنظومة التعليمية قبل إنهاء سلك التعليم الإجباري (الابتدائي والإعدادي). وفي هذا الصدد، غادر 431.876 تلميذ أسلاك التعليم العمومي سنة 2018 دون أن يحصلوا على أية شهادة، وحسب المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي 78% منهم غادروا سلكي التعليم الابتدائي والإعدادي سنة 2019.

وعلى الرغم من وجود جهاز مهم للدعم الاجتماعي (المنح والمطاعم والداخليات ودور الطالب والنقل وتوزيع المحفظات) في الوسط القروي فإن هذا الأخير يعرف نسبة هدر مدرسي جد مرتفع.

وهكذا، وفي سنة 2018، وفيما يخص التعليم الابتدائي، بلغت نسبة الهدر التي سُجِّلت في الوسط القروي 4.8% مقابل 2.2% في الوسط الحضري. والأدهى من ذلك أن نسبة الهدر في السنة السادسة ابتدائي في الوسط القروي تظل من بين أعلى النسب في هذا السلك (18.1%)، مقارنة بالنسبة نفسها في الوسط الحضري (5.9%).

وفي التعليم الإعدادي، طال الهدر المدرسي 16.8% من التلاميذ القرويين سنة 2018، مقابل 12.9% في الوسط الحضري. وقد همَّ بالدرجة الأولى الأقسام النهائية حسب المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي (22.7% مقابل 17.7% في الوسط الحضري).

وبالموازاة مع ذلك، يظل مستوى تكوين التلاميذ المغاربة غير كاف. فالنتائج المحصل عليها في الرائزين الدوليين «البحث الدولي حول الرياضيات والعلوم» و«برنامج قياس التقدم في مهارة القراءة على الصعيد الدولي»، تؤكد تأخر تلامذة المغرب في تحصيل المعارف الأساسية. وهناك عمليات تقييم وطنية هذه المرة بيّنت وجود فروقات ملحوظة فيما يخص خدمات التربية المقدمّة في المدارس الابتدائية. وهكذا أظهرت دراسة تقييمية حول الخدمات المقدمة من طرف المؤسسات التعليمية بالمغرب أنجزها المرصد الوطني للتنمية البشرية وجود مظاهر عديدة للتفاوتات التعليمية ذي طابع مجالي والتي من شأنها تفسير ضعف المردودية بالمدرسة في المناطق الفقيرة من البلد.

وعلاوة على ذلك فإن كانت المجهودات التي بذلها المغرب في المجالات التي تستهدفها الاستثمارات الاجتماعية قد مكنت من التحسين النسبي لجودة التنمية البشرية بالبلد، فإن هذه الاستثمارات لم ترفع بعد من مداخيل السكان. فنصيب الفرد من الدخل القومي ما فتئ يتراجع مما يزيد من حدة الفرق مقارنة بنصيب الفرد من الدخل القومي في الدول ذات التنمية البشرية العالية.

3.1. آفاق التنمية البشرية بالمغرب

عرف المغرب كباقي الدول فيروس كورونا المستجد فكان له وقع على كل المغاربة. ففي سنة 2020، تراجع النشاط الاقتصادي بالبلد تراجعاً قوياً، وكان له كبير الأثر على شريحة السكان التي لا تستفيد إلا من حماية ضعيفة، حيث ضربت البطالة عدداً كبيراً من الأشخاص. وهكذا وفي الفترة الممتدة بين الثلاثة أشهر الأخيرة من سنة 2019 وسنة 2020، فقد الاقتصاد الوطني، حسب المندوبية السامية للتخطيط، 237000 منصب شغل في الوسط القروي و344000 منصب شغل في الوسط الحضري، أي ما يناهز 581000 منصب شغل على المستوى الوطني. وهكذا قفزت نسبة البطالة في ظرف سنة واحدة من 9.4 % إلى 12.7 %.

ولمواجهة هذه الوضعية، كان رد فعل الدولة حازماً حيث رصدت صندوقاً خاصاً لتدبير جائحة كورونا ابتداء من شهر أبريل من سنة 2020. فقدّمت من خلاله مساعدات مادية لفائدة الأسر الموجودة في وضعية هشاشة اجتماعية وللمقاومات التي تعاني من صعوبات، مما مكن من تعزيز القدرة على المقاومة الاقتصادية والاجتماعية للبلد. وهكذا وبحلول نهاية شهر مايو من سنة 2020، كان 40 % من أولئك الذين فقدوا عملهم، قد توصلوا بمساعدة مادية مباشرة أو غير مباشرة من الدولة.

تُنسب الآثار التي خلفتها أزمة الجائحة على التنمية البشرية أولاً إلى اختلاف الدخل الوطني الخام لكل فرد، ذلك أن باقي المؤشرات المتعلقة بالصحة والتعليم والتي تدخل في قياس مؤشر التنمية البشرية لم تسجل، على المدى القصير، سوى تغيرات طفيفة.

وفي المجال الصحي، فإن هذه الآثار كانت ناجمة عن تغيير سلوك المغاربة على إثر الحجر الصحي، حيث إن هذا الحجر قد حال دون ولوج المرضى المصابين بأمراض مزمنة لخدمات العلاج، ودون تمكين الأطفال من تلقيح والنساء الحوامل من فحوصات التشخيص قبل وبعد الولادة. وبالفعل فإن 36 % من الأسر التي لديها أطفال من اللازم تلقيحهم قد تراجعوا عن ذلك (43 % بالوسط القروي و31 % بالوسط الحضري). كما أن 30 % من الأسر التي كان عليها القيام باستشارات طبية لما قبل الولادة وما بعدها قد تخلت بدورها عن هذه الخدمات (حسب بحث أجرته المندوبية السامية للتخطيط في شهر أبريل من سنة 2020 حول آثار أزمة الجائحة على الأسر). ولتفادي خطر انتقال العدوى، فإن حوالي أسرة واحدة من بين كل ست أسر قد أجلت القيام بالعلاجات التي يحتاجها الأشخاص الذين يعانون من مرض مزمن أو مرض حاد.

وكانت آثار الأزمة على البعد التربوي مهمة أيضاً. فإغلاق المؤسسات الدراسية، ولو مؤقتاً، وتبني التعليم عن بعد على وجه الاستعجال أدّى إلى تعميق مظاهر عدم المساواة في المجال الدراسي، مما يشكل خطراً على مستقبل الفئات الأصغر سناً، ولا سيما أطفال العالم القروي المنحدرين من أسر فقيرة، والذين كان مستوى قدراتهم ضعيفاً سلفاً. وبالفعل يتبين من بحث المندوبية السامية للتخطيط أن خلال الفترة ما بين 14 و23 أبريل من سنة 2020، شاركت 48 % من الأسر في التعليم عن بعد فيما يخص التعليم الابتدائي، و69 % في ما

يخص الثانوي. وعبرت 60% من الأسر عن عدم رضاها، لا سيما عن غياب التفاعل مع هيئة التدريس ونقص الدعائم الرقمية الضرورية (أدوات معلوماتية وارتباط بالشبكة...). من الواجب إذن استباق انقطاع بعض التلاميذ عن الدراسة. والخلاصة هي أن وقع أزمة الجائحة على التنمية البشرية سيكون مهماً ومن المتوقع أن يمتد لعدة سنوات. ومن المفروض أن يؤدي عدم المساواة بين الأفراد إلى خسارة مهمة على مستوى التنمية البشرية. ومن ثمة بات من الضروري تميم نظام الحماية الاجتماعية التي أصبحت أساسية لمحاربة هشاشة أوضاع الحياة والعمل والشغل بالنسبة لفئة عريضة من المغاربة.

4.1. الهشاشة الاجتماعية: أكبر تهديد يُهدق بالتنمية البشرية بالمملكة

حسب المرصد الوطني للتنمية البشرية، فإن الهشاشة الاجتماعية تهم 32.3% من السكان النشيطين العاملين على المستوى الوطني (27.8% في الوسط الحضري و40.6% في الوسط القروي). وهذه الهشاشة ناجمة، بنسبة 88.5% عن الهشاشة في الشغل. أما الأكثر عرضة للفقر والأمراض فهم أولئك النشيطون، الذين لا يستفيدون من أنظمة الحماية الاجتماعية ولا من أنظمة الدعم الضرورية في حالة فقدانهم لعملهم.

ويكون وقع الهشاشة الاجتماعية أشد في الجهات ذات مؤشر التنمية البشرية المنخفض، وخصوصاً جهات الشرق ودرعة-تافيلالت ومراكش-آسفي وبني ملال-خنيفرة. وتطال الهشاشة الاجتماعية في جهة بني ملال-خنيفرة 49.7% من النشيطين العاملين، مما يبين أن الخسائر في مجال التنمية البشرية ترتبط ارتباطاً قوياً بالهشاشة في الشغل.

وتهم الهشاشة الاجتماعية مجموع الطبقات الاجتماعية. فهي تطال على وجه الخصوص الأسر التي تنتمي إلى الخمس الأول من توزيع نفقات الأسر (63.3%)، ولكنها تهم أيضاً 17% من الأسر الأكثر يُسراً.

وقد طالت الهشاشة الاجتماعية حوالي 40% من الشباب النشيطين العاملين الذين تتراوح أعمارهم ما بين 15 و29 سنة. وينخفض وقع هذه الهشاشة كلما ارتفع مستوى دراسة فئة النشيطين العاملين. بل إن هذا الوقع أعلى 2.5 مرة عند النشيطين العاملين الذين لم يلجوا المدرسة مطلقاً أو الذين تابعوا فترة دراسة جد قصيرة في التعليم الابتدائي، مقارنة بأولئك الذين تابعوا دراستهم في التعليم العالي.

ومن بين الفئات الاجتماعية-المهنية التي تضررت أكثر بالهشاشة الاجتماعية، هناك على وجه الخصوص العاملون في البيوت (82.7%)، يليهم المأجورون (40.7%)، ثم المشغلون (5.1%).

2. الشباب: قدرات كامنة وجبت تعبئتها من أجل تعزيز التنمية البشرية بالمملكة

يفوق مؤشر التنمية البشرية عند الفئة العمرية 15-29 سنة بـ 18.9% مؤشر الفئة العمرية 30-45 سنة، وهو ضعف مؤشر الفئة العمرية لأكثر من 60 سنة. وتعود هذه التفاوتات إلى الاختلافات بين الأجيال والموجودة في الأجور وأمد الحياة ومستوى التعليم.

وكما هو متوقع، فإن مستوى عيش الفئة العمرية 15-29 سنة ضعيفٌ على وجه العموم بسبب الصعوبات الكبيرة التي يواجهونها لإيجاد عمل، وعندما يجدون هذا العمل فإنه غالباً ما يكون من الأعمال الهشة. وهكذا فإن متوسط الدخل عند الفئة العمرية 15-29 سنة يعادل 78.8% من الدخل الوطني المتوسط، مقابل 98% بالنسبة إلى الفئة العمرية 30-44، و119.2% بالنسبة إلى الفئة العمرية 45-59 سنة.

وفيما يخص مجال التعليم، فإن متوسط عدد سنوات تدرس الفئة العمرية 15-29 سنة يبلغ 9.1 سنة، مقابل 2.6 سنة عند الفئة العمرية التي تفوق 60 عاما. ويعادل 1.7 مرة المتوسط الوطني ويفوق متوسط الدول ذات مستوى تنمية بشرية عال (8.3 سنوات). ويفوق أمد الحياة الدراسية عند الفئة العمرية 15-29 سنة بـ1.5 مرة أمد الحياة الدراسية عند الفئة العمرية 30-44 سنة.

ومقارنة بالفئة العمرية الأكبر، فإن الفئة العمرية 15-29 سنة تستفيد من ولوج أفضل لخدمات الصحة والتعليم. وهكذا فقد راكم الشباب، في ظرف وجيز، رأسمال بشري يفوق مرتين تقريبا نظيره عند الذين يكبرونهم سنا، مما يطرح سؤال تتمين هذه الفرصة الديمغرافية المواتية بمساعدة نمو اقتصادي قوي ومدبر للشغل المؤهل.

ولكن أزمة الجائحة، نظرا لطابعها غير المسبوق، ستؤثر بكل تأكيد على وضعية الشباب اليوم، مما يفترض أن يُخصّصوا بسياسة عمومية قوية، باعتبار الرهان الاجتماعي الذي يمثلونه.

تجعل الإكراهات التي تؤثر على المستقبل الاجتماعي للأجيال الشابة حركة التنمية البشرية في البلد برمتها حركة بطيئة. ولهذا يكتسي أخذ الوضعية العامة للشباب بعين الاعتبار وكذا انتظاراتهم أهمية قصوى بالنسبة إلى أصحاب القرار التابعين للدولة، لا سيما أن الفئة العمرية 15-29 سنة، والتي يُقدّر عددها بحوالي 8.9 ملايين نسمة سنة 2019 حسب معطيات المرصد الوطني للتنمية البشرية، تمثل الفئة العمرية الأكثر عددا، بنسبة تقدر بـ 25.3 % من مجموع السكان المغربية.

وقد قادت هذه التحولات الهيكلية آليا إلى تزايد مهم في أعداد الساكنة النشيطة العاملة، مما خلق سياقاً يلزم العاملين بتحمل عددٍ محدود من الأشخاص غير العاملين.

ويمكن أن تكون لهذه «الفرصة» الديمغرافية المواتية عواقب مهمة على المستويين الميكرو-اقتصادي والماكرو-اقتصادي لبلدنا، ولكن هذه الآثار لن تتحقق على أرض الواقع إلا إذا استطاع الاقتصاد أن يخلق فرص الشغل اللازمة لهؤلاء الشباب، مما سيُمكن من تعزيز نمو البلد اقتصاديا. وهذه هي الطريق التي سلكتها دول آسيا بنجاح ابتداء من سبعينيات القرن الماضي.

1.2. الشباب بالمغرب: مواصفات شديدة الاختلاف

حسب معطيات البحث الاستقصائي الذي شمل الأسر، فإن فئة الشباب تتكون من الشبان والشابات على حد سواء، وهي فئة حضرية في أغلبها (61.7 %). كما أن 80.1 % من الشباب عازبون، و18.6 % منهم متزوجون، والباقيون إما أرامل (0.1 %) أو مطلقون (1.2 %).

ويتميز هؤلاء الشباب بمواصفات اجتماعية ومسارات جد متنوعة. فـ 33.6 % منهم يتابعون تكوينهم أو دراستهم. ولا يمثل أولئك الذين يتابعون دراستهم بالتعليم الابتدائي أو الإعدادي سوى 23.5 % منهم، والباقيون يتابعون دراستهم إما بالتعليم الثانوي (43.1 %) أو بمؤسسة للتعليم العالي (33.4 %).

وينتمي 25.1 % من الشباب إلى فئة النشيطين العاملين، الذين راكموا تسع سنوات من الدراسة في المتوسط، وهم مأجورون في الغالب، ولا يمتلكون تجربة كبيرة بالضرورة ومعرضون لهشاشة الشغل، مما يجعلهم يلجون إلى القروض بنسبة ضئيلة نسبيا (1.4 %).

أما الشباب الباقون فلا يزالون عملا ولا يتابعون دراسة ولا تكوينا. ويمثلون الفئة التي تعاني من الصعوبات والتي تواجه أوضاعا متنوعة. وهكذا تبلغ نسبة فئة الشباب الذين لا يتابعون دراستهم ولا يزالون عملا ولا تكوينا، أي الفئة «الخالصة» كما يقال، 26.3% من الشباب. وهم في أغلبهم ذكور (ما بين 70 و 76% حسب جهات المملكة)، ذو مستوى تعليمي منخفض مقارنة مع الشباب الذين يزالون مهنة أو يتابعون تكوينا. واستفاد 4.6% منهم من تكوين داخل مؤسسة للتكوين المهني. وينحدر الشباب الذين لا يتابعون دراستهم ولا يزالون عملا ولا تكوينا، على وجه الخصوص، من الأسر الفقيرة (26.1%، مقابل 12.6% ينحدرون من الأسر الميسورة).

تمثل الطبقة الأخيرة «ربات البيوت الشابات» 15.0% من إجمالي الشباب. وتتكون بشكل أساسي من شابات متزوجات غير ناشطات ولا مشغولات ولا يبحثن عن عمل. هؤلاء النساء يشاركن فقط في الأنشطة المنزلية و / أو المنزلية غير مدفوعة الأجر. وهنَّ يَعِشْنَ أساسا في المناطق القروية في الجهات ذات مستوى التنمية البشرية الضعيف، من قبيل بني ملال-خنيفرة ومراكش-آسفي ودرعة-تافيلالت. ويهم الأمر نساءً تزوجن في سن مبكرة نسبيا، بنسبة زواج مبكر تفوق خمس مرات تقريبا نسبة زوج باقي الفتيات. وهن في الغالب أمهات أطفالهنَّ أكثر عرضة للوفاة بنسبة 2.3% مقارنة بباقي الأطفال. وعلاوة على ذلك فإنهن يراكمن عدة مظاهر من التأخر مقارنة بباقي النساء، وذلك ابتداء من المدرسة. وهكذا فإن نسبة الحاصلات على البكالوريا من بينهن هي 0.8%، مقابل 7.5% بالنسبة إلى باقي النساء.

وبالتالي فإن الشباب لا يمثلون البتة فئةً منسجمة من السكان. كما أن وضعياتهم تتوافق مع مستويات من الموارد مختلفة أيضا. ولكن وفي الوقت نفسه، يواجه الشباب صعوبات مشتركة، كما هو الشأن في مجال الصحة. ولذلك فإن وضعهم الصحي يجب أن يشكل أولوية جوهرية في سياق الطوارئ النفسية الحالية هذه.

2.2. الشباب: فئة تعاني من صعوبة الاندماج

في المغرب، يواجه الشباب العديد من الصعوبات في الاندماج في سوق الشغل. فنسبة نشاطهم لا تتجاوز 42.2% سنة 2019. ونسبة البطالة مرتفعة في أوساطهم حيث تبلغ 24.9%، كما أن البطالة المقتنعة تتجاوز 16%. وفي هذه الظروف، فإن الشباب، ولا سيما العاطلين منهم لمدة طويلة أو الوافدين الجدد على سوق الشغل، معرضون أكثر لمختلف أشكال الهشاشة. وعلى وجه العموم، فإن الانتقال إلى الحياة النشيطة يظل بطيئا ويهم أيضا الشباب الحاصلين على شواهد حديثا، كما يشهد على ذلك المستوى العالي لنسبة البطالة الطويلة الأمد (26% سنة 2019).

وتسجّل هذه الصعوبات أكثر عند الفتيات بنسبة تشغيل بلغت 9% سنة 2019، ونسبة بطالة بلغت 35.4%، ونسبة نشاط بلغت 18.0%، مقابل نسب 42% و 22% و 65% على التوالي عند الفتيان.

وتوجد المساهمة في سوق الشغل في صلب تحديات تشغيل الشباب. كما يجب إيلاء الاهتمام إلى الانخفاض الانحداري لنسب نشاطهم ما دام من شأن هذا الانخفاض أن يؤدي إلى ضياع فرص خلق الثروة وتراجع قيمة الرأسمال البشري للشباب وتزايد السلوكيات الخطرة، حيث إن هذه السلوكيات قد تؤدي إلى إضعاف إمكانية إدماجهم على المستويين الاقتصادي والاجتماعي.

وتزيد حدة هذه الوضعية عند الشباب الذين لا همّ يتابعون دراستهم أو تكويننا ولا همّ يزاولون مهنة، ولا سيما الذين يفتقدون العزيمة منهم (25 %، أي حوالي 375000 نسمة) والذين يُبَعَدون نهائياً عن إمكانية العمل، ويكونون مستعدين للالتحاق بمجموعات قد تكون منحرفة.

3.2. برامج للتكوين والتشغيل محدودة الأداء

إن السلطات العمومية على وعي بالمخاطر التي تشكلها هذه الوضعية على التماسك الاجتماعي، ولذلك فإنها أطلقت برامج للإدماج تستجيب للحاجيات الخاصة للشباب طالبي العمل. ويهم الأمر برامج الدعم من أجل الولوج إلى العمل المأجور والتكوين-الإدماج وتشجيع التشغيل الذاتي وكذا المقاوالاتية.

وهكذا فإن برنامجي «إدماج» و«تحفيز» اللذين يتميزان بسياسة تخفيض كلفة العمل، لم يكن لهما سوى وقع محدود فيما يخص خلق مناصب شغل دائمة؛ حيث إن برنامج «إدماج» لم يسمح سوى لـ 40 % من الذين استفادوا منه بالحصول على عمل، ولـ 75 % منهم بالاشتغال في عمل دائم. ويستحق هذان البرنامجان أن يواصلا ويحسننا، لا سيما بالحد من مخاطر هشاشة الشغل التي قد يؤدي إليها اللجوء المفرط للتشغيل المتكرر لمتدربين، على حساب العمل الدائم وذوي جودة.

أما برنامج «تأهيل» فيهدف إلى تحسين قابلية الشباب للشغل بفضل إكسابهم مهارات مهنية. غير أن الأهداف التي بلغها كانت متفاوتة. صحيح أن حوالي 20000 شاب قد تمكنوا من الاستفادة منه، مع نسب إدماج مهمة (80 % بالنسبة إلى التكوين المصاحب بعقد تشغيل، و100% بالنسبة إلى تكوين التكييف لفائدة القطاعات الصاعدة في الاقتصاد المغربي، و45% بالنسبة إلى التكوين المؤهل أو إلى إعادة التأهيل). غير أن هذا البرنامج لا يغطي مجموع التراب الوطني ويعاني من صعوبات في حركية الباحثين عن عمل، وكذا من نقص في عدد الفاعلين المتدخلين في التكوين من أجل الاستجابة لحاجيات القطاعات الصاعدة.

من بين هذه البرامج، وحده برنامج «إدماج» الذي يهدف إلى تحقيق الإدماج الأول للشباب حاملي الشواهد العاطلين، استطاع أن يحقق، بل أن يتجاوز الأهداف المسطرة له. أما نتائج برنامج «تأهيل» الموجه لتحسين قابلية 100000 باحث عن شغل للعمل ما بين سنتي 2006 و2012 فقد كانت متفاوتة. ولكن هذين البرنامجين يستحقان أن يتابعا ويحسننا، لا سيما بالعمل على الحد من مخاطر هشاشة الشغل التي قد يدفع إليها اللجوء المفرط إلى التشغيل المتكرر للمتدربين على حساب تشغيل دائم وذوي جودة، يستفيد على وجه الخصوص من الحماية الاجتماعية.

وأخيراً فإن برنامج «مقاولتي» الذي أُطلق سنة 2006 قد مكن سنة 2018 من إحداث 1351 مقاولاً (مقاولات صغيرة جدا وتعاونيات وأنشطة فردية)، أي بنسبة زيادة بلغت 4 % مقارنة بسنة 2017، ولكن هذا البرنامج مكن من زيادة بنسبة 67 % فيما يخص خلق فرص الشغل المباشرة، أي أزيد من 4500 منصب شغل. وفيما يخص عدد حاملي المشاريع الموائين أو في طور الموائبة، خلال الخمس سنوات الأخيرة، فقد انتقل من 1202 سنة 2013 إلى 2785 سنة 2018، أي بزيادة تفوق 18 % في المتوسط سنوياً.

وفي الواقع فإن إنجازات سياسات تشجيع تشغيل الشباب تظل رهينة السياق الذي جرى فيه تصورهما وتطبيقها. ويمكن الوقوف على فعاليتها من خلال رصد قدرتها على العمل على تسريع قابلية توظيف الشباب طالبي الشغل وكذا، وفي الآن نفسه، خلق المقاولات لإحداث فرص الشغل.

وفيما يخص المقاولات، وحتى يتسنى لها خلق المزيد من فرص الشغل، لا بد من تضافر مجموعة من العوامل، من قبيل الاستثمارات التي من شأنها تحسين تنافسية الاقتصاد الوطني، أو سوق عمل يضمن نوعاً من «الليونة» لتسهيل الإنهاء الاتفاقي لعقد العمل. وفيما يخص الشباب طالبي العمل، يجب تعزيز خدمات التوجيه والمواكبة (التي تظل موزعة توزيعاً غير كاف على المجالات الترابية بالمغرب)، ويجب على وجه الخصوص تعزيز التكوين الأساس، وهو أمر لا مناص منه.

وفي هذا الصدد، وحسب معطيات المرصد الوطني للتنمية البشرية، واجه حوالي 26% من الشباب حاملي الشواهد مشكلة البطالة الطويلة الأمد سنة 2019. وهذه النسبة أعلى عند خريجي المؤسسات ذات الاستقطاب المفتوح أكثر مما هي عليه عند خريجي المؤسسات ذات الولوج المحدود. وبالموازاة مع ذلك وحسب إدارة التكوين المهني، فإن 67.1% من خريجي التكوين المهني يحصلون على عمل خلال التسعة أشهر الأولى التي تلي تخرجهم. ويبين هذا الفارق أهمية جودة منظومة التعليم باعتبارها عاملاً من عوامل الإدماج في الشغل.

4.4. شباب يحاول مع ذلك أن يتحكم في مصيره

حسب عدة دراسات إثنوغرافية، فإن الشباب المغاربة راضون عن حياتهم. ففي سنة 2019، صرح 90% منهم أنهم راضون على وجه العموم بحياتهم عندما يقارنونها بحياة والديهم، مقابل 61% فقط سنة 2011. كما أن 90% أيضاً من الشباب المغاربة لديهم تصور إيجابي عن المستقبل على الرغم من الصعوبات التي يواجهونها في التخطيط له.

يعتبر جل الشباب المغاربة أن العمل يشكل العامل الأهم لتحقيق ذواتهم (جينيراسيون وات، 2019)، أيًا كانت الوضعية التي يمنحها هذا العمل. وحسب نتائج البحث حول الشباب العربي والمتوسطي «الصحة» سنة 2016، فإن حوالي نصف الشباب العاطلين يعتبرون العمل المؤقت فرصة يجب استغلالها.

وبالموازاة مع ذلك فإن حاجة الشباب للحركة الدولية أمر لا جدال فيه ما دام، وحسب «الباروميتر العربي» (2019)، 7 شبان مغاربة من بين كل عشرة تستهويهم الهجرة، وهي النسبة الأعلى في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا. وحسب البحث الوطني للمندوبية السامية للتخطيط حول الهجرة الدولية (2019)، فإن هذه الرغبة في الهجرة يمكن تفسيرها بضرورة بحث هؤلاء الشباب عن سبل كسب العيش (بنسبة 73.5%).

إن الأمر يهم إذن شباباً «معولماً» أكثر. بل إن العوامة تمثل بالنسبة إلى نصف الشباب المغاربة فرصة من شأنها أن تؤدي في آخر المطاف إلى إحداث تغيير عميق في قيمهم. فقد صرح، سنة 2019، 68.2% من الشباب المغاربة أن بإمكانهم أن يكونوا سعداء دون أن يعيشوا في المغرب.

إن ارتباط المغاربة بأسرهم ارتباطاً جد قوي. فحسب الباروميتر العربي (2019)، صرح ثلثا هؤلاء المغاربة أنه ليس بوسعهم أن يكونوا سعداء دون أسرة. وأكثر من هذا، تمثل الأسرة قيمة مهمة بالنسبة إلى الشباب المغاربة. وبالتالي فإن الزواج قيمة يتشبث بها 70% منهم، ولو أن تكوين أسرة ليس هو مشروعهم الراهن وذلك لأسباب اقتصادية.

وأما تصور الشباب المغربي للمساواة بين الجنسين فتصور غير واضح. وبالفعل فإذا كان، 83% من الشباب المغاربة يؤيدون مبدأ تكافؤ الفرص في المدرسة، فإنهم فقط 30% ممن يؤيدون تكافؤ الفرص في العمل (الصحة 2016). وتترجم هذه الوضعية استمرارية التمثلات والمواقف المترتبة عن رؤية تقليدية للأسرة تقوم على تفوق الرجل وعلى التوزيع الجنسي للأدوار.

كما أن 93 % من الشباب المغاربة المتراوحة أعمارهم بين 15 و24 يعتبرون، حسب البرنامج الإنمائي للأمم المتحدة (2016)، أن الدين يُشكل بُعداً مهماً من هويتهم. ويُملّي عليهم عقيدتهم الدينية نظاماً من القيم يتجاوز المرجعية الأسرية أو المؤسسية، يرتبط بتعدد القنوات الفضائية التي يتبنى بعضها خطاباً محافظاً تتداوله مواقع التواصل الاجتماعي.

غير أن مدى تعلق هؤلاء الشباب المغاربة بالدين مختلفٌ. وبالفعل فإن 8 % من الشباب المغاربة لهم نظرة إيجابية عن التيارات المتطرفة من ضمنها تنظيم القاعدة في الدولة الإسلامية. كما أن 17% من هؤلاء الشباب يؤيدون تطبيق الشريعة (حسب باروميتر العرب 2019). بينما 86.8 % من الشباب المغاربة يعتبرون أن الإرهاب لا علاقة له بالإسلام. وحسب جينيراسيون وات، فإن التوظيف السياسي لعلاقة هؤلاء الشباب بالدين ما فتئ يتناقص (سنة 2019).

5.2. ممارسات اجتماعية وثقافية حسب وسط الانتماء الاجتماعي

تسجل المدنُ تقابلاً مزدوجاً بين أنماط عيش الشباب حسب ما إن كانوا مستقرين اجتماعياً، أو على العكس، مهمشين اجتماعياً؛ حيث تتميز الفئة الأولى بمراكمتها المزدوجة للرأسمال الاقتصادي والتواصل، بينما لا يسع الفئة الثانية أن تُبرز سوى قيم الفحولة التي فقدت من قيمتها والتي يجدونها في مجموعات جمهور «الإلتراس» المنتشرة في جميع المدن وخاصة الكبرى. لا يمكن لهؤلاء الشباب أن يفرضوا أنفسهم إلا من خلال ممارسة العنف تجاه كل سلطة تحاول فرض نفسها عليهم. وتزرع أعمالهم الإحساسَ بعدم الأمن عند السكان، الشيء الذي يُسيء إلى سمعتهم.

وتصاحب رغبتهم في استعراض أنفسهم قدرتهم على امتلاك وسائل تدل على تفوق الشباب عند هذه الفئة، من قبيل ملابس من علامات تجارية شهيرة مثلاً. فبالنسبة إليهم، يمثل الولوج بكل الوسائل الممكنة، حتى تلك غير المشروعة رافعة لإعادة الاعتبار الاقتصادي والرمزي. وتجدر الإشارة في هذا الصدد إلى تداول وسائل الإعلام والأدوات الرقمية لظاهرة «التشرميل» التي تعرض مراهقين وشباباً يرتكبون اعتداءات.

كما أن جزءاً من هؤلاء الشباب يلج مجالات اقتصادية غير مهيكلة يُطوّرون بها مهارات جديدة (برمجيات وهواتف...). وحسب معطيات البحث حول الشباب العربي والمتوسطي «الصحة» (2015) فإن هؤلاء الشباب يكسبون بولوجهم هذه المجالات غير المهيكلة عيشهم ولكن دون أن يراودهم الأمل في معانقة آفاق شخصية ومهنية واضحة.

والجدير بالذكر أنه قد بدأت تظهر في الأرياف مواصفات جديدة للشباب تقطع مع تلك الصورة النمطية الرائجة عن شباب القرى والتي تسمهم بالانتظارية والاعتماد على مساعدة الدولة لتحسين ظروف عيشهم والغياب التام لروح المبادرة عندهم.

فقد بينت أبحاثٌ حديثة تشابهً مُط عيش هؤلاء الشباب القرويين مع مُط شباب المدن. وتترتب عن هذا التنميط لأنماط العيش انعكاساتٌ على المطالب الاجتماعية للشباب القروي والذي بات يطالب بالإنصاف والمساواة، كما تشهد على ذلك حركات الاحتجاج والمطالب التي قادها شباب من مختلف جهات البلد من أجل الولوج إلى الماء الشروب والري والأرض والشغل والترفيه والثقافة.

ما فتى هؤلاء الشباب يبحثون عن أن يصبحوا متمكنين ماديا من خلال الهجرة النهائية أو الموسمية، داخل البلد أو خارجه. وعندما يُحققون استقلاليتهم المادية، فإنهم يستغلون كل الفرص من أجل إنشاء مشاريع فردية أو جماعية في إطار برامج التنمية من قبيل مخطط المغرب الأخضر أو المبادرة الوطنية للتنمية البشرية، الشيء الذي يأهلهم للانخراط في الدينامية المحلية للتنمية.

وهكذا أخذت تبرز في القرى بوادرنخب سياسية جديدة تنبثق أكثر فأكثر عن الحركة الجمعوية.

6.2. ثقة محدودة في المؤسسات السياسية

حسب معطيات المرصد الوطني للتنمية البشرية، فإن الشباب المغربي كان يولي ثقة ضئيلة أو لا يولي أية ثقة البتة، سنة 2017، للمؤسسات السياسية من قبيل الحكومة (72.2%) والبرلمان (73.6%) والأحزاب السياسية (78.3%). وقد يكون هذا النفور ناجما عن استياء هؤلاء الشباب من التهميش الاقتصادي. كما يمكن تفسيره أيضا بالدور الضعيف الذي تلعبه وسائل الإعلام من أجل حثهم على المشاركة في العمل السياسي أو بغياب مشاريع سياسية موجهة لهؤلاء الشباب.

ومن ثمة فإن عدد الشباب المنخرطين في الأحزاب السياسية يبقى ضئيلا. وفي المقابل، فإن عدد الشباب الذين ينشطون داخل جمعية ثقافية أو الذين يُزعمون القيام بذلك مرتفع نسبيا، حيث إن 32.2% منهم قد كانت لهم تجربة سلفا في هذا المجال، و46.3% منهم لا يستبعدون القيام بذلك، و19.2% لا يهتمون بذلك. ويلاحظ توجهٌ مماثلٌ فيما يخص انخراط الشباب في الجمعيات الرياضية أو جمعيات القرب، مما يبين رغبتهم في إعطاء معنى لحياتهم. ومن ثمة يمكن أن تتشكل مسارات سياسية قوية، بعيدة عن تصلب المنظمات السياسية والنقابية «التقليدية» التي تمنع أو تحد من سرعة تجديد النخب (جينيراسيون وات، 2019).

كما أن ضعف ثقة الشباب المغربي في المؤسسات السياسية ناجم أيضا عن تطور حسهم النقدي باعتبار مستواهم الدراسي وولوجهم إلى المعلومة ولوجا أفضل (جينيراسيون وات، 2019). وفي هذا الصدد، فإن التكنولوجيات الجديدة للإعلام والتواصل قد شجعت أشكالا جديدة من المشاركة تجعل الشباب يتماهون مع مجموعات أو شبكات أو جماعات تمارس أنشطة وتتجاوز الحدود الوطنية والأفكار المتعارف عليها.

وهكذا تأخذ مشاركة الشباب أشكالا بديلة، رقمية بالخصوص. وبالفعل فإن وسائل الإعلام ووسائل التواصل الاجتماعي تُزود الشباب بفضاءات للتعبير عن استيائهم وإحساسهم بالإحباط من أجل ممارسة حقهم في المواطنة بطريقة متجددة (حركة 20 فبراير، وحركة المقاطعة، وحراك الريف...). والحال أن مجال حرية التعبير الذي يوفره العالم الرقمي يخضع لتقنيات جديدة، مُكرهة بالضرورة بالنسبة إلى أولئك الذين يستعملون ما يتيح العالم الرقمي كأرضية للتعبير عن انتقاداتهم وتحذيراتهم ونداءاتهم للتعبئة، مما يجعلهم يتفادون دفع «ثمن» المظاهرات العمومية، كما كان شأن حملة المقاطعة التي استهدفت بعض العلامات التجارية ومواد الاستهلاك.

7.2. انتظارات الشباب: طموح قوي إلى الاستقلالية

يشكل الشباب الذين ولدوا في تسعينيات القرن الماضي الجيل الجديد لبداية القرن 21. وعلى عكس من يكبرونهم سنا، فإنهم يطمحون إلى الاستقلالية ويتشبثون تشبثا قويا بهذا المطلب الذي تطوّر داخل سياق يسمه ظهور الوسائل الرقمية. ومن ثمة تُوفّر قنوات جديدة لإنتاج القيم إمكانيات جديدة لتشجيع بروز معايير

اجتماعية جديدة (جينيراسيون وات، 2019). وفي هذه الظروف، يميل الشباب المغاربة إلى المطالبة بأن يكونوا فاعلين في الأمور التي تخص حياتهم.

وبذلك يميل الشباب إلى تطوير استراتيجيات بديلة حتى لا تطالهم السلطة الأبوية، مما يقودهم إلى سيورة مستمرة من التفاوض بشأن معايير اجتماعية جديدة وقيم حتى يتسنى لهم أن يعيشوا تجاربهم.

ولكن جائحة فيروس كورونا المستجد وضعت الشباب على الخصوص أمام حاجز غير منتظر يعرقل مسيرتهم نحو تحقيق الاستقلالية وسن الرشد. وهو حاجز يساهم أيضا في إرجاع الشباب إلى حضان العائلة، وهو أمر يستوجب أن تُقاس كلفته النفسية أيضا.

8.2. السياسات العمومية للشباب: عجز في الانسجام والفعالية

لقد كشفت أزمة جائحة فيروس كورونا المستجد عن مدى الحدود السياسية التي تقف في وجه الشباب. فعلاوة عن إعادة مسائل التعليم والشغل والحماية الشاملة إلى صلب الحاجيات، سلطت هذه الجائحة الضوء على مدى غياب تكافؤ الفرص في المغرب.

تنحو هذه السياسات العمومية إلى الاعتماد على مقاييس معيارية تخص السن والوضعية. وهي لا تأخذ بعين الاعتبار التنوع والأثر الرجعي لمسارات الشباب، مما يقود إلى إقصاء عدد منهم بمجرد ما يتجاوزون السن القانونية للشباب.

وتتسم هذه السياسات أيضا بتجزئتها ونقصها من حيث الالتقائية، مما يمنع شريحة مهمة من المجتمع من القدرة على تحمل وجود هذه الشريحة نفسها.

ولتحسين فعالية السياسات القطاعية وتمكينها من الوصول إلى جمهور بات متنوعا ومختلفا، وجب وضع استراتيجية مندمجة، يجري البحث عنها منذ حوالي عشر سنوات. وهي استراتيجية تستلزم مقاربة أكثر شمولية، تعمل على الإصلاح والوقاية في الآن نفسه، عرضانية، وتُشرك مجموع الفاعلين المعنيين، وتندرج في إطار منطق تخطيط متعدد سنويا.

وفي الواقع، فخلال دورة حياة الشباب، فإنهم يكونون بمثابة ذوي حقوق يستفيدون من التوجه الأسري للسياسات العمومية من خلال التحويلات الاجتماعية. ولكن هذا التوجه الأسري لا يستفيد منه سوى جزء من الشباب، وهو الجزء الذي ينتمي للأسر المأجورة المهيكلة. أما باقي الشباب فلا يستفيدون من أي نظام للحماية الاجتماعية ويعتمدون على المدخول المباشر للأسرة لتلبية حاجياتهم الأساسية.

وهنا يتجلى الدور المركزي الذي تلعبه الأسر التي تحل، في غالب الأحيان، محل السياسات العمومية، لا سيما فيما يخص السكن والبحث عن عمل وتمويل المشاريع.

ولكن، وبعد بلوغ الشباب سن الرشد القانونية، لا يمكنهم إلا نادرا الاستفادة من الضمان الاجتماعي دون أن يزاووا عملا. وبعبارة أخرى، وحده الولوج إلى عمل قانوني يمكنهم من الاستفادة من الحماية التي يوفرها قانون الشغل، مما يبرر الميل إلى تطوير سياسات عمومية واستراتيجيات تركز على الإدماج عن طريق الشغل. وحسب نتائج البحث حول الشباب العربي والمتوسطي «الصحة» (2015)، فإن 63% من الشباب استفادوا من علاقات شخصية أو عائلية للحصول على عملهم، و61% من الشباب المقاول ساندتهم والدوهم ماديا، مما ينم عن حتمية اجتماعية قوية ويساهم في تعزيز مظاهر عدم تكافؤ الفرص.

والحال أن ولوج الشباب ولوجا كاملا ودون معيقات إلى الحقوق عنصرٌ أساسي في ثقافة حقوق الإنسان والديمقراطية ودولة الحق والقانون. وبعبارة أخرى فإن ضمان حق الشباب في التمتع تمتعا مطلقا بحقوق الإنسان والكرامة الإنسانية وتشجيع انخراطهم في هذا المجال يجب أن يُعتبر ضمن أولويات كل سياسة تخص الشباب.

9.2. أجهزةٌ ضعيفةٌ التمسكِ يُعوزها التنسيق

يشكل غياب وثيقة تُحدّد التوجّه العامّ وتُستعمل كمرجع للسياسات العمومية الموجهة للشباب أحدَ الحلقات الناقصة من أجل تحقيق انسجام أكبر بين السياسات والبرامج التي تستهدف الشباب. زد على ذلك أن عدم أخذ البعد الزمني بعين الاعتبار عند تحديد أولويات السياسات العمومية التي تخص الشباب، ولا سيما وضع رزنامة واضحة على المدى القصير والمتوسط والطويل، يُعقّد تنسيق التوزيع الزمني للإصلاحات.

كما أن الأجهزة «التاريخية» العديدة التي وُضعت من أجل التكفل بالفئات التي تواجهها أشد الصعوبات تتميز بتوزيع مزمّن ناقص لأبعادها، سواء من حيث الحجم أم من حيث الجودة، مما لا يسمح بإدماج هذه الفئات إدماجا اقتصاديا أو اجتماعيا حقيقيا.

3. من أجل إعادة هيكلة السياسات العمومية

ولمعالجة موضوع الشباب باعتباره مصدرا للقدرات الكامنة التي وجب الحفاظ عليها وتنميتها، وباعتباره طاقة وجب توجيهها وموردا وجبت تنميتها، بات من اللازم اقتراح عرض سياسي ذي مصداقية يساير الانتظارات الجديدة للشباب، ويكون قادرا على إعادة توجيههم نحو مواطنة اقتصادية واجتماعية نشيطة وتمكينهم من الثقة في الأسرة والمدرسة والمؤسسات التمثيلية.

وفي هذا الإطار، يقترح المرصد الوطني للتنمية البشرية إعادة هيكلة تخص المحاور الثلاثة الآتية:

- تشجيع الإنصاف بين الشباب.
 - مشاركة الشباب في وضع السياسات العمومية.
 - التوزيع الترابي للسياسات العمومية الموجهة للشباب.
- وستُفصّل هذه المقاربات الثلاث من خلال أجهزة تُثمن مواردهم في جميع مجالات العمل التي تهمهم وتُهيكل حياتهم، وهي التعليم والتكوين والتعلم والصحة والحماية الاجتماعية والمواطنة الفاعلة.
- فأما مجالات العمل المركزية التي تحيل على بُعدي التربية والتكوين فهي:

تعزيز تزويد الشباب بالقدرات والكفاءات

يستلزم هذا التعزيزُ الرفعَ من مستواهم العام المعرفي ومن قدراتهم الاجتماعية-السلوكية حتى يكون بمقدورهم التأقلم تأقلمًا مستمرًا، والاندماج في عالم الشغل.

ولتحقيق هذا الهدف، فإن تسريع تفعيل القانون الإطار للتعليم يفرض نفسه. ويصدق الأمر نفسه على خارطة الطريق الخاصة بتطوير التكوين المهني التي عُرضت على أنظار صاحب الجلالة في شهر أبريل من سنة 2019. ويجب أيضا تطوير تمفصلات أفضل بين التعليم المدرسي والتكوين المهني.

كما يتبين أيضا أنه من الضروري وضع جهاز لاستباق الحاجيات فيما يخص الكفاءات. وهو أمر سيمكن من التعرف على الحاجيات حسب المهن والكفاءات والتكوينات، وسيزوّد واضع الاستراتيجيات بمعلومات تخص سياسات التكوين المهني والشغل على المستوى الوطني والجهوي والقطاعي. ومن المفروض أن يعتمد هذا النظام أساسا على جهاز من الملاحظة والرصد الاستشاري القطاعي والتراي.

تعزيز التكفل بصحة الشباب

من المفروض أن تشجع توجهات استراتيجية متجددة لتشجيع الصحة عند الشباب الرفاه البدني والعقلي والاجتماعي، وأن تقدم إجابات وقائية وعلاجية للشباب. ويهم الأمر في هذا الصدد:

- تعزيز المخطط الاستراتيجي الوطني لتشجيع الصحة العقلية عند الأطفال والمراهقين والشباب.
- تحيين البرنامج الوطني لتشجيع الصحة المدرسية والجامعية الذي يعود تاريخه إلى سنة 2011 حتى يكتسب فعالية أكبر.
- تسريع تفعيل الخطة الاستراتيجية الوطنية للوقاية والتكفل بالاضطرابات الناجمة عن الإدمان.

ضمان الإدماج الاقتصادي للشباب

يستلزم تحسين الأداءات الخاصة بتشغيل الشباب التوليف بين السياسات المندمجة الهادفة في الآن نفسه إلى تنمية الخدمات العمومية للتشغيل وتحسين حكمة سوق الشغل وتشجيع نمو يزخر بفرص الشغل المؤهلة والكرمة.

لا بد إذن من الاستفادة من تجربة برامج تشجيع التشغيل، وفي الآن نفسه اتباع السبل الممكنة لتحسينها من أجل تجاوز مظاهر النقص، وذلك بأخذ العوامل السياقية بعين الاعتبار من جهة، وبالاستفادة من الممارسات الجيدة في البلدان التي تلعب فيها هذه البرامج دورا مهما في عملية انتقال الشباب إلى العمل من جهة ثانية. ويجب أن يتم تصميم سياسات التوظيف النشيطة مع مراعاة تنوع مواصفات الشباب المستفيدين. كما يمكن تطوير السياسات النشيطة لسوق الشغل بغرض إدماج الشباب غير المؤهلين أو من ذوي الحاجات الخاصة (المعتقلون والأشخاص في وضعية إعاقة والمهاجرون/اللاجئون...).

ومن المفروض أن تستهدف هذه السياسات بالدرجة الأولى الشباب في وضعية هشاشة، أي شباب المناطق القروية والشباب ذوي مستوى تكوين ضعيف (الشباب الذين لا يتابعون تعليما ولا تكوينا ولا يمارسون عملا، والنساء)، وذلك عن طريق تعزيز أماط التكوين بواسطة التعلم وبرامج محو الأمية.

ضمان مواطنة نشيطة ومشاركة الشباب في الحياة الاجتماعية

من البديهي أن يُحَثَّ الشباب وتنظيماتهم على المساهمة باعتبارهم شركاء في وضع وتفعيل الاستراتيجيات التي تتبناها السياسات العمومية من أجل تحسين ولوجهم إلى الحقوق. ويجب على الشباب أن يشاركوا كامل المشاركة في تتبع وتقييم نتائج هذه الاستراتيجيات والسياسات العمومية.

ويتطلب ضمان مواطنة نشيطة ومشاركة ديمقراطية للشباب في الحياة السياسية والاجتماعية وضع آليات لدعم المشاركة الفعلية للشباب والمنظمات الشبابية في وضع السياسات على المستوى الوطني والتراي حيث توضع وتمارس السياسات على مقربة من الشباب.

إن سن الشباب سنٌ جديدةٌ لها حقوقها المرتبطة بها.

يشكل العملُ على التعزيز القانوني والممارسة الفعلية لحقوق هذه الفئة العمرية، كما هو الشأن بالنسبة إلى الطفولة وسن الرشد والشيخوخة، موضوعَ توافق بين كل الأطراف المتدخلة في القرار والعمل العمومي.

ويكشف لنا الواقع الاجتماعي للشباب أن الفئة الأقل جودة من حيث التكوين و/أو لا تتوفر على دعم أسري مقصيةٌ من نظام الحماية الاجتماعية، مما يجعل عملية الانتقال إلى سن الرشد تقوم أولاً على مواقف التضامن الأسري والسياسات الأسرية. وتقود فترات القطيعة الناجمة عن وضعيات نهاية حقوق هؤلاء الشباب إلى فقدان روح المسؤولية الاقتصادية والاجتماعية.

يثير الوعي مؤخرًا بوضعية الشباب المقلقة إلى حد كبير، على إثر أزمة جائحة فيروس كورونا المستجد، مسألة نموذج جديد للمجتمع من شأنه أن يمنح هؤلاء الشباب سبيلاً للاستفادة من الحماية الاجتماعية. وفي هذا الإطار فإنه من اللازم تلمين مظاهر القطيعة في مسارات الشباب حول المحاور الأربعة التالية: التعليم-التكوين، والشغل، والحماية الاجتماعية والحياة المهنية، والمواطنة؛ مما من شأنه أن يضمن وضعاً اجتماعياً اعتبارياً وكرامة لجميع الشباب.



المرصد الوطني للتنمية البشرية
المركز الوطني للتنمية البشرية
Observatoire National
du Développement Humain



المملكة المغربية
رئيس الحكومة
المملكة المغربية
Royaume du Maroc
Le Chef du Gouvernement

تقرير التنمية البشرية 2020 « شباب مغرب اليوم »

خلاصة تنفيذية

